

Le Marxisme Vivant

Revue de Théorie et Politique Internationale
n° 13 - 2006

Cette brochure est l'édition en langue française de *quelques articles* de la revue *Marxismo Vivo - n° 13* (2006) publiée en espagnol (voir www.marxismalive.org)..

Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale
www.litci.org

Présentation

Ce numéro du *Marxisme Vivant* aborde la situation en Amérique latine comme un de ses thèmes centraux. Au moment de mettre cette édition sous presse, un événement politique est apparu à la Une des journaux au niveau mondial. C'est en Amérique latine, précisément en Bolivie, que le gouvernement de Front populaire dirigé par Evo Morales a nationalisé les ressources de gaz et de pétrole.

Cet événement résume, d'une certaine façon, la situation en Amérique latine. Pour trouver un soutien populaire à son gouvernement, Evo Morales a été obligé de prendre une mesure de caractère anti-impérialiste. A ce sujet, il ne faut pas oublier que les travailleurs et le peuple bolivien ont déjà renversé deux présidents par des moyens révolutionnaires, en exigeant justement la nationalisation du gaz et du pétrole

Les grandes puissances impérialistes ont manifesté leur préoccupation, pas tant pour les préjudices économiques de la mesure, mais par crainte que celle-ci puisse créer un précédent pour d'autres secteurs et d'autres pays. Le gouvernement qui s'inquiète le plus avec cette mesure d'Evo Morales n'est pas celui d'une puissance impérialiste, mais celui d'un pays complètement dominé par ces puissances. Il s'agit du gouvernement Lula, du Brésil, le pionnier de l'impérialisme dans la région, qui intervient comme médiateur politique et est un investisseur fondamental dans plusieurs pays de la zone, dont la Bolivie. C'est le Brésil qui a les plus grands investissements en Bolivie dans les secteurs nationalisés, et qui dépend le plus du gaz bolivien pour le fonctionnement de son industrie

De son côté, Evo Morales fait des efforts énormes pour chercher une sortie négociée après avoir pris cette mesure extrême, en radicalisant son discours quand il s'adresse à la population du pays, et en l'édulcorant pour le public du dehors. Pour commencer, il a entamé la négociation des prix avec le Brésil et l'Argentine, avec le compromis que l'approvisionnement de gaz ne sera pas interrompu. Une façon étrange de négocier pour celui qui dispose de la seconde réserve de gaz de l'Amérique latine.

Pour combien de temps, Evo Morales pourra-t-il ménager la chèvre et le chou ? C'est bien son intention de poursuivre sur cette voie, mais il n'est pas évident que le puissant mouvement de masses bolivien le lui permettra. Sans doute, dans le prochain numéro du *Marxisme Vivant*, de nombreuses pages seront destinées à accompagner ce processus qui se développe en Bolivie, et il n'y a pas de doute qu'il sera accompagné avec beaucoup d'attention par tous les militants au niveau mondial.

2,00 €

Editeur responsable et adresse de contact en Belgique: lital.be@tiscali.be

Amérique latine



Recolonisation et révolution

Cecília Toledo

Journaliste, professeur et militante socialiste du PSTU (Brésil)

José Welmowicki

Professeur et membre de la Direction du PSTU et de la LIT-QI.

Dans son discours lors de la session de clôture du Sommet des Amériques, à Mar del Plata (Argentine) en novembre 2005, le président du Mexique, Vicente Fox, avait fixé la date d'avril 2006 pour le lancement de la Zone de Libre Echange des Amériques (la ZLEA, ALCA dans sa dénomination en espagnol). Mais ce n'est pas ce que nous voyons en avril 2006, au contraire. On voit les indigènes équatoriens descendre dans les rues de Quito pour rejeter la signature de l'accord avec les Etats-Unis comme étant contraire à la souveraineté du pays ; On voit le peuple péruvien mettre en échec dans les urnes les candidats qui défendent la signature de l'accord ; On voit le peuple bolivien faire pression sur Evo Morales pour nationaliser le gaz ; On voit le peuple de Costa Rica résister finalement aux Traités de Libre Commerce (TLC). Partout, les TLC rencontrent des obstacles sérieux sur leur chemin.

Que se passe-t-il ? Vicente Fox a-t-il fait un saut dans le vide en lançant la ZLEA pour ce mois d'avril 2006 ? La réalité est que l'impérialisme américain d'abord, et l'européen ensuite, ne s'attendaient pas à tant de résistance face à la mise en oeuvre de la ZLEA et ont été obligé de changer de tactique pour continuer à exploiter le continent latino-américain.

L'échec du projet initial de la ZLEA

Il faut d'abord voir ce qui est arrivé avec le projet original de la ZLEA. Les négociations ont été congelées en 2003, quand les divergences entre les groupes capitalistes impliqués ont atteint une telle envergure qu'il y avait 5.300 articles en conflit !

La ZLEA était un projet phare pour renforcer la domination intégrale des Etats-Unis sur l'Amérique latine. Cependant, certains indices sérieux laissent à penser que ce projet a souffert d'un important contretemps à cause du lourd jeu d'intérêts entre les entreprises impliquées. Les Etats-Unis ont la prétention de soumettre l'ensemble des pays latino-américains à une espèce bien particulière de libre commerce dans lequel une des deux parties ouvre toutes ses portes tandis que l'autre maintient les siennes bien fermées. La ZLEA, l'expression la plus complète de ce projet, est en réalité un grand accord colonial qui va au-delà des relations commerciales et comprend les services, l'exploitation des richesses naturelles, les transactions financières, le contrôle de la technologie entre les mains des multinationales au moyen de la loi de brevets, la perte du contrôle énergétique et la menace sur l'Amazonie, les décisions sur l'agriculture et jusqu'à l'ingérence sur la législation de travail. Une fois signée, la ZLEA signifierait finalement une adaptation totale de la structure économique, politique et juridique des Etats latino-américains et des Caraïbes, non pour répondre à leurs intérêts régionaux propres, mais pour s'occuper des intérêts des Etats-Unis et de la poche des grands capitalistes américains.

La ZLEA est une proposition du gouvernement de Clinton émise lors du Premier Sommet des Amériques (Miami/Etats-Unis, 1994) et reprise dans le Second Sommet des Amériques (Santiago/Chili, 1998). Cette proposition prétend réunir dans un même « bloc commercial » les Etats-Unis et 33 pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, excepté

Cuba. Dans les grandes lignes, comme résultat de l'abolition de tous les tarifs douaniers dans les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, il n'y aurait plus de frontières pour le capital en Amériques. Cette ouverture totale n'aurait aucune contrepartie appropriée, mais s'accompagnerait au contraire, d'un renforcement du protectionnisme du marché américain.

Ce projet initial de la ZLEA a dû être reporté, ce qui ne signifie pas que le projet de l'impérialisme américain, de renforcer sa domination intégrale sur l'Amérique latine, ait été abandonné. Au contraire, l'impérialisme avance avec de nouvelles initiatives de recolonisation, et pas seulement au moyen de la ZLEA, comme c'était l'idée en 1994 et en 1998. Les échéances initiales de la ZLEA ne peuvent pas être respectées parce que les rivalités qui l'accompagnent font partie du bras de fer entre l'impérialisme, les bourgeoisies locales et le mouvement de masses, dans la situation révolutionnaire qui secoue le continent depuis quelques années.

Quelles ont été les causes qui ont empêché la signature de ce projet initial ? Tout en admettant l'importance des mouvements sociaux opposés à la ZLEA, l'économiste et professeur de l'Université de Buenos Aires, Claudio Katz, indique, comme un des éléments centraux, les contradictions au sommet de la ZLEA. « *Dans les négociations de la ZLEA, les Etats-Unis ont fait d'importantes demandes. Ils ont rejeté toute concession et ont cherché à adapter tous les articles de l'accord à la convenance de leurs entreprises. Cette inflexibilité a mené à la stagnation des négociations. Les négociateurs latino-américains ont essayé de maintenir les négociations mais à partir de 2002, ils ont remis en question leur continuité.* »¹ Selon Katz, les intérêts des groupes exportateurs et des multinationales sont entrés en contradiction avec les intérêts des secteurs moins globalisés et plus dépendants de chaque marché intérieur, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des Etats-Unis. Les promoteurs de la ZLEA sont les entreprises américaines qui agissent dans l'orbite du commerce extérieur, les entreprises avec des investissements régionaux et les corporations avec une plus grande compétitivité internationale. Mais toutes n'y gagneraient pas dans la

¹ Claudio Katz, - *Naufraga el ALCA, emergen los bilaterales*

réduction des tarifs douaniers. Les entreprises qui opèrent avec des services (surtout financiers) et avec des activités très dépendantes des contrats de propriété intellectuelle (informatique et produits pharmaceutiques, par exemple) obtiendraient d'énormes bénéfices avec la ZLEA. D'autre part, les secteurs protégés de l'industrie (comme l'acier) et de l'agriculture (comme le sucre), devraient alors faire face à la concurrence des exportateurs latino-américains, surtout parce qu'il s'agit d'une concurrence totalement inégale, puisque l'agriculture américaine est fortement subventionnée et l'ouverture des marchés américains serait minimale. Ces firmes américaines n'admettent pas un accord dans lequel leur prédominance est menacée. Voilà un des facteurs qui a occasionné l'échec de la ZLEA.

*« Bien que le sacrifice initial offert par les Etats-Unis soit très petit en comparaison à ce que les négociateurs de Bush obtiennent en échange, ceux-ci ne cèdent en rien. Ils mettent sur la table le pouvoir impérialiste pour imposer leurs demandes sans aucune contrepartie parce qu'ils avaient besoin d'utiliser les concessions de l'Amérique latine pour compenser les perdants nord-américains de l'accord. Par cette voie, ils espéraient assurer l'approbation législative de la ZLEA. Mais cette politique d'étendre au maximum les négociations a abouti à un échec complet ».*²

Cette tentative d'obtenir tout sans rien donner en échange a rencontré une résistance, certes faible, des entreprises latino-américaines et des gouvernements impliqués dans les négociations, qui se rendaient compte qu'ils n'auraient pas un plus grand accès au marché américain, fortement protectionniste, et qu'ils perdraient de l'espace face aux concurrents étrangers, infiniment plus puissants.

Ces contradictions entre bourgeoisies, qui ont paralysé l'implantation de la ZLEA, se manifestent aussi dans le cadre de l'Union européenne. Comme c'est le cas avec l'agriculture américaine, la pression des producteurs agricoles européens opposés à la réduction des subventions qu'ils reçoivent de l'État est forte et reflète l'opposition à l'ouverture de leurs marchés aux produits agricoles du monde colonial et semi-colonial. Les principales puissances impérialistes américaines et européennes n'arrivent donc pas à se

² Claudio Katz, - *Naufraga el ALCA, emergen los bilaterales*

mettre d'accord, ralentissent ce qu'on appelle la Ronde de Doha, de l'OMC, et laissent aussi, de fait, la ZLEA paralysée.

Il faut souligner deux éléments qui ont mené à l'échec, jusqu'à présent, de l'objectif initial de l'impérialisme, celui d'appliquer un plan colonisateur global pour la région en 2005 : d'une part la résistance des masses - les plébiscites massifs contre la ZLEA et les manifestations innombrables dans la rue - et les contradictions entre les bourgeoisies locales, très faibles, et les grandes multinationales américaines, et d'autre part les conflits entre l'impérialisme américain et européen pour le contrôle des marchés et des affaires en Amérique latine.

La nouvelle mouture des TLC, draconiens à l'extrême !

Ni les plantes ni les animaux n'en réchapperaient si la nouvelle mouture des Traités de Libre Commerce (TLC) était signée avec les Etats-Unis. Lors du Sommet de Mar del Plata, Bush s'est personnellement engagé pour que les gouvernements latino-américains se compromettent avec la défense de ces accords bilatéraux, appelés Traités de Libre Commerce. Il y a toujours eu des accords bilatéraux avec les pays latino-américains, mais il s'agit maintenant d'une contre-offensive de l'impérialisme, face à l'échec de son plan initial de créer rapidement une zone de libre commerce qui placerait l'ensemble du continent sous son emprise. De plus, les négociations en bloc ont été remplacées par des négociations bilatérales, dans lesquelles le pouvoir de pression des grandes puissances est encore plus grand face aux économies fragiles des pays latino-américains.

Le plan prévoyait de renforcer l'ALENA (Accord de Libre Echange Nord-Américain - NAFTA selon le nom en anglais), un accord qui existe déjà depuis plus de 10 ans entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, ainsi que le TLC avec le Chili, la ratification de nouvelles conventions (l'Amérique Centrale et la République Dominicaine) et la négociation d'autres accords (Panama, le Pérou, la Colombie et l'Equateur). L'ALENA serait le modèle pour tous les autres accords. Il suffit dès lors de regarder ce qui se passe avec le Mexique pour avoir une idée de ce que ces accords peuvent signifier pour les populations locales s'ils fonctionnaient comme prévu par les Etats-Unis. Depuis

l'entrée en vigueur de l'accord, le taux de croissance mexicain a été inférieur à la moyenne des décennies précédentes. Plus d'un tiers de la population travaille dans le secteur informel et l'augmentation de la pauvreté a accompagné la rigidité salariale. La crise rurale atteint des proportions alarmantes. Entre 1985 et 1999, l'érosion du sol a augmenté de 89% et la pollution de l'air de 97%. Le modèle auquel le Mexique a été forcé de s'adapter est celui de la spécialisation exportatrice. De cette façon, des formes embryonnaires d'articulation industrielle ont été remplacées par les *maquilas*, qui font l'assemblage de produits pour l'exportation. C'est un schéma qui s'alimente de l'exploitation d'une force de travail jeune, mal rémunérée, peu qualifiée et soumise à des exigences de travail sous-humaines.

Quant à la convention avec le Chili, le modèle imposé a été celui de l'exportation des ressources naturelles. En échange de certains bénéfices pour vendre des fruits, du poisson, du bois et des minéraux, le Chili a maintenu un niveau de protection tarifaire inférieur à la moyenne de tous les autres pays sud-américains. De ce fait, les petits commerçants et industriels supportent une concurrence externe dévastatrice. Cela force le pays à se limiter à la production de produits primaires et renforce l'inégalité sociale. Il en est ainsi, au point que le cinquième le plus riche de la population chilienne s'approprie 56% de la recette nationale, alors que le cinquième le plus pauvre obtient à peine 4% de ce total. Les traités signés en Amérique Centrale (CAFTA) combinent le modèle de la maquila (assemblage de produits pour l'exportation) avec l'exportation concentrée sur le secteur primaire.

La nouvelle mouture des TLC, avec les pays de ce qu'on appelle le Pacte andin (le Pérou, l'Équateur et la Colombie) et avec Costa Rica, dépasse l'ALENA, car elle inclut certaines obligations qui n'existaient pas avant, comme la privatisation des soins de santé, l'extension des droits de la propriété intellectuelle à des secteurs jamais imaginés (comme les plantes et les animaux), sans parler du renforcement du contrôle externe sur les finances et les télécommunications de ces pays. Selon Katz, ces accords hiérarchisent l'installation d'usines d'assemblage industriel (électronique, vêtement, véhicules) dans les pays de l'Amérique Centrale, proches du marché nord-américain.

Quant aux pays de l'Amérique du Sud, on y stimule l'exportation des ressources naturelles. Dans les deux cas, la dépendance de la structure productive latino-américaine par rapport aux grandes corporations nord-américaines s'accroît.

Le capital européen lorgne le butin

L'impérialisme européen veut aussi sa part dans la reconquête de l'Amérique latine. Il essaye de signer des accords bilatéraux avec les pays de la zone, comme le Mexique et le Chili, ou avec le Mercosur dans son ensemble, en manœuvrant au niveau ibéro-américain pour essayer de contrôler une part plus grande du commerce et des investissements.

L'Espagne est un des pays européens qui a investi le plus en Amérique latine. Elle a profité d'une grande partie du butin que représentent les entreprises étatiques, privatisées dans les années 90. Aujourd'hui, certains secteurs stratégiques de l'économie concernant la banque, les services, les télécommunications et l'énergie, spécialement au Brésil et en Argentine, sont contrôlés par le capital espagnol. Il s'agit de grandes entreprises présentes sur le marché mondial comme Endesa, Repsol, Telefónica et la Banque Bilbao Vizcaya. Jusqu'en 2001, l'Espagne concentrait 50% des investissements européens en Amérique latine, n'étant dépassée que par les Etats-Unis, qui s'occupent surtout du secteur industriel avec les *maquilas*.

Les deux impérialismes essaient de faire une division « à l'amiable » du butin, mais quelques affaires espagnoles ont produit des frottements entre eux. Certains analystes affirment que le capital européen est mieux parce qu'il offre un traitement plus bénéfique pour l'Amérique latine que celui qu'offre l'Amérique du Nord, et ils font l'éloge des clauses d'équité sociale de ses propositions de libre commerce. Mais, comme l'affirme Claudio Katz, cela n'a pas d'effet pratique et ne sert qu'à déguiser des contrats aussi pernicieux que ceux souscrits avec le géant du Nord. « *Il suffit d'observer le contenu des conventions Europe-Chili, Europe-Mexique ou Europe-Mercosur, pour voir que s'y trouvent les mêmes exigences de propriété intellectuelle et de réduction douanière que celles de la ZLEA, sous une rhétorique de coopération. Et pour certains articles, comme la*

*protection aux investissements, ces exigences sont encore plus sévères que celles imposées par les Etats-Unis ».*³

Rappelons aussi que dans le processus de privatisation, les entreprises étatiques qui sont tombées entre les mains du capital européen sont devenues des centres de corruption, de vols scandaleux et d'attention désastreuse à la population. Au Brésil par exemple, Telefónica s'est appropriée le service public de téléphonie à un prix de bradage et l'a transformé en une grande catastrophe : Les tarifs n'arrêtent pas de monter, l'entreprise a engagé de la main d'œuvre non qualifiée en payant des salaires de misère, elle n'a pas fait les investissements d'infrastructure nécessaires et les services sont devenus un véritable casse-tête pour la population. On peut également citer le cas de Suez, une entreprise de capital français qui a pris le contrôle du service d'eau en Argentine et qui est aujourd'hui connue pour un grand scandale d'escroquerie et de corruption. Elle vient en plus d'être accusée de distribuer de l'eau contaminée à la population.

Dans le secteur du commerce, la politique européenne n'est en rien différente de l'américaine. En dépit de l'hégémonie du capital nord-américain dans la région, la politique commerciale du vieux continent reflète la même prétention de domination et de contrôle de secteurs stratégiques de l'économie latino-américaine, sans aucune concession ou bienveillance.

Recolonisation et résistance

La paralysie de la ZLEA et la pression pour signer les TLC montrent que l'offensive de recolonisation de l'impérialisme en Amérique latine ne s'arrête pas. Mais la résistance des masses non plus.

Pour ce qui est du premier élément de cette équation, l'offensive de recolonisation, il faut se rappeler que sous des gouvernements de front populaire, menés au pouvoir par les masses trompées, les petites victoires tactiques se transforment en défaites majeures. Au Brésil par exemple, un gouvernement bourgeois n'a jamais obtenu un excédent primaire plus élevé (plus de 4% du PBI) et destiné uniquement au paiement de la dette publique, que le gouvernement de Lula. Dès lors, si ce gouvernement a lancé une attaque de telle envergure contre les masses, il ne faut pas exclure qu'il reprenne les négociations et fasse à

³ Claudio Katz, - *Naufraga el ALCA, emergen los bilaterales*

nouveau de grandes concessions pour l'implantation de la ZLEA. En réalité, sa politique est d'obtenir l'ouverture des marchés agricoles pour finalement accepter la ZLEA et tout ce que cela signifie.

La résistance des masses a été décisive pour faire embourber le projet initial de la ZLEA. Cette résistance s'est accentuée au cours des cinq dernières années : la révolution argentine, la défaite du coup pro-impérialiste au Venezuela, la révolution en Equateur qui a renversé Lucio Gutiérrez et la révolution bolivienne pour la nationalisation du gaz, en ont été les moments culminants. Le résultat de ces luttes a été la croissance de la conscience anti-impérialiste dans tout le continent, dont une de ses expressions fut la Marche des peuples à Mar del Plata en 2005 contre Bush et la ZLEA.

La résistance parmi les peuples latino-américains contre l'implantation de la ZLEA dispose d'un élément de poids : le borbier dans lequel s'est transformé l'Iraq pour les Etats-Unis. La situation iraquienne a affaibli la capacité du gouvernement de Bush de durcir sa politique et a ouvert une crise politique dans le cœur de l'impérialisme. Aujourd'hui, les enquêtes montrent que le soutien de l'opinion publique à Bush ne dépasse pas un misérable 36%. Avec une capacité de négociation affaiblie, Bush est devenu plus sensible aux pressions des secteurs moins compétitifs de la bourgeoisie américaine, comme les producteurs agricoles de soja, d'oranges, de blé et de viande, ou les secteurs industriels de l'acier et des chaussures, qui ne parviennent pas à concurrencer les producteurs brésiliens et argentins.

L'Equateur et le Pérou : l'exigence d'une consultation populaire

Les Etats-Unis font pression sur les gouvernements de la région pour qu'ils signent les TLC. Mais la résistance des masses continue et inclut, dans certains cas, l'exigence d'une consultation populaire qui signifie tout un processus d'information de la population sur la signification des traités.

En Equateur, le TLC reste dans l'impasse grâce à l'action décisive des masses équatoriennes, qui sont parvenues à renverser Lucio Gutiérrez et qui maintiennent actuellement le gouvernement de Palacios contre le mur, incapable de mettre en oeuvre le traité signé avec les Etats-Unis. La lutte a même fait renaître la CONAIE (Confédération de Nationalités Indigènes de l'Equateur). Il y a deux

mois, celle-ci a convoqué ses bases et les paysans indigènes pour entamer le blocus des voies d'accès aux villes les plus importantes du pays, y compris la capitale Quito, pour montrer au gouvernement et aux chefs des entreprises d'exportation, les bénéficiaires du TLC, que ceux qui produisent les aliments pour la population, les paysans, sont aussi les principaux lésés par la signature de l'accord avec les Etats-Unis. Ce fait a déjà été vérifié par plusieurs études, dont une de la CEPAL. Les conclusions sont que, des quelques 850 mille unités productives agricoles du pays, presque la moitié seraient menacées par l'entrée des produits nord-américains qui sont, principalement, certains types de maïs, de riz et de batata. Selon cette même étude, et en prenant les prévisions les plus optimistes, on perdrait approximativement 20% des postes de travail dans les unités productives considérées comme de subsistance, ce qui signifie plus de 50% du total des unités agricoles du pays. Toutefois, bien que tout ceci ait été vérifié et examiné par plusieurs secteurs de la société, le gouvernement de Palacios, qui au moment d'assumer la présidence a dit qu'il allait mettre en oeuvre la consultation populaire sur le TLC, a oublié sa promesse et a foncé dans le tas en défendant le traité : « le TLC marche, point-à-la-ligne ».

Mais pour cela, il devra faire face aux paysans, aux indigènes et aux travailleurs qui exigent la suspension des négociations du traité et la convocation d'une consultation populaire, l'annulation du contrat de la compagnie pétrolière Occidental Petroleum (connue comme Oxy) et, par la suite, son expulsion et la nationalisation du pétrole, ainsi que la convocation d'une Assemblée Nationale Constituante. Selon le président de la CONAIE, l'objectif est d'arriver à une consultation populaire sur la signature du TLC. La dernière ronde de négociations avec les Etats-Unis a commencé le 23 mars et, selon les nouvelles qui sont arrivées au pays, les instances ne sont jusqu'à présent arrivées à aucun accord .

Au Pérou, le gouvernement de Toledo a profité du fait qu'il était sortant pour assumer la signature du traité avec les Etats-Unis le 12 avril 2006, en passant outre à un mandat de garantie confirmé le 8 avril, qui exigeait que la signature du TLC soit soumise à un plébiscite national. Plus de cent mille signatures ont été présentées à la Cour

nationale électorale pour demander le plébiscite. Au moyen d'une résolution officielle, apparue dans le journal El Peruano du 8 avril, il a été « *résolu de donner suite à la demande, ce pourquoi on mettra en oeuvre le plébiscite national* ». L'attitude de Toledo est d'autant plus grave qu'elle est passé outre à une résolution officielle de l'organisme qui accepte les demandes de plébiscite dans le pays ; organisme homologué par la Constitution! Le traité doit encore être ratifié par les Congrès des deux pays et tout indique qu'il va rencontrer une forte résistance du peuple péruvien. Le probable futur président du pays, Ollanta Humala,⁴ a dû centrer sa campagne électorale sur la critique du traité. Il n'a cependant pas affirmé qu'il faille rompre avec ce traité mais seulement qu'il faille réviser ses clauses. Il a ainsi dit ne pas être contre la signature d'un accord avec les Etats-Unis, exigeant seulement que l'accord soit « bon » pour le pays. Au Costa Rica, de grandes manifestations populaires ont jusqu'à présent empêché la signature de tout traité.

Un processus irréversible

Ce processus de recolonisation qui touche l'Amérique latine et les Caraïbes est irréversible. En 2000 déjà, dans un article publié dans la revue Le Marxisme Vivant n° 2, José Welmovicki affirmait que « *la tendance générale de ces dernières années en Amérique latine, du point de vue structurel, a été d'être traversée par une offensive économique, politique et militaire de l'impérialisme. Nous pouvons dire qu'il s'agit d'un mouvement global de longue durée, qui concerne les relations de l'ensemble du sous-continent avec l'impérialisme, en particulier avec les Etats-Unis, et qui introduit des modifications structurelles entre les Etats. En ce sens, la dollarisation de l'économie équatorienne et, plus clairement, l'actuelle intervention militaire en Colombie, sont les expressions les plus avancées d'un phénomène qui acquiert des caractéristiques continentales* ». Les masses combattent : elles sont parvenues à placer la ZLEA « au bain marie » et mettent des obstacles à l'avance des TLC. Mais la recolonisation de nos pays continue, ainsi que sa restructuration et le contrôle direct de ses institutions politiques, économiques et juridiques au service des

⁴ L'article a été écrit avant le deuxième tour des élections présidentielles, qui a finalement donné la victoire à Alain García. (NdT)

intérêts de l'impérialisme américain et européen. La preuve est que l'échec de la ZLEA n'a pas empêché les Etats-Unis de passer outre et de contre-attaquer avec les TLC.

La soif de profit des grandes corporations américaines et européennes, soutenues par les gouvernements respectifs, n'a pas de limites. Les pays latino-américains, presque sans exception, sont passés récemment par de grandes révolutions contre les effets dévastateurs causés par le profit impérialiste sur leurs conditions de vie. Une vague de gouvernements de type « front populaire » parcourt actuellement l'Amérique latine, mais aucun d'entre eux ne veut faire face à l'impérialisme pour empêcher le pillage et la dévastation de nos pays.

Cela confirme les prévisions de l'année 2000, dans l'article mentionné ci-dessus: *« Le cours de l'histoire en l'Amérique latine paraît inexorable. Aucun secteur bourgeois ne va empêcher que la plupart des pays latino-américains soient transformés en colonie des Etats-Unis et des principales puissances européennes. La tâche de libérer le continent reste donc dans les mains des exploités de la ville et de la campagne. [...] Les masses latino-américaines font preuve d'une disposition pour commencer à assumer cette tâche. Une traînée d'explosions, de divers types, parcourt la plupart des pays du continent. Les masses agissent. Des confrontations plus violentes sont inévitables et elles nous placent, dans la prochaine période, devant un dilemme incontournable : "révolution ou colonie". »*

Le temps et la réalité sont en train de prouver qu'il n'y a pas de substitut pour la révolution. La seule façon de résoudre ce dilemme pour les peuples latino-américains est de rompre avec l'impérialisme et d'exproprier le capital. Plus le temps passe, plus l'impérialisme avance. Dans ce bras de fer, les masses montrent que, là où la soif de profit impérialiste n'a pas de limites, leur patience en a. S'il est vrai que, malgré les révolutions qui ont renversé les gouvernements fantoches en Argentine, en Bolivie, en Equateur, la colonisation continue dans notre continent, il est vrai aussi qu'après le renforcement du processus de réorganisation des travailleurs, le sentiment anti-impérialiste s'est développé dans les masses latino-américaines et la polarisation entre les classes sociales s'est

approfondi. L'alternative entre révolution et colonie est de plus en plus actuelle.

La résistance en Équateur et la nécessité de la révolution ouvrière et populaire

David Cavalcante

Chercheur et militant du MAS (Mouvement vers le Socialisme) en Équateur

Il y a six ans, Jamil Mahuad, alors président de l'Équateur et responsable de l'extinction de la monnaie nationale de l'Équateur (le sucre), a été renversé suite à l'insurrection dirigée par la CONAIE (Confédération des Nationalités Indigènes d'Équateur). Une des raisons principales de cette insurrection a été la dollarisation de l'économie et le holp-up des banques, ce qui a multiplié les prix des produits au moins par six et réduit en cendres le pouvoir d'achat des salaires des gens.

Un an plus tard, Lucio Gutierrez, un colonel qui s'est rebellé contre le haut commandement de l'armée et a appuyé la prise de Quito par les indigènes, a été élu président avec le soutien de la CONAIE et de la quasi-totalité des forces de gauches et des organisations et mouvements sociaux.

En avril 2005, Lucio Gutierrez a également été renversé par un soulèvement des masses, après avoir appliqué intégralement la politique dictée par le FMI et l'impérialisme et avoir maintenu le dollar comme monnaie nationale, suite à plusieurs conflits contre les ouvriers, les retraités et les jeunes et après des affrontements contre d'autres secteurs de la bourgeoisie. Cette fois, il s'agissait d'une révolte urbaine des habitants de Quito, entrée dans l'histoire comme la *Rébellion des hors-la-loi*.

Le vice-président de Gutierrez, Alfredo Palacio, est devenu président sans grand soutien populaire et dut, dès son arrivée au pouvoir, répondre à une insurrection régionale dans les provinces de Sucumbios et Orellana. Cette révolte était dirigée contre les compagnies pétrolières étrangères et principalement contre *Oxydental*

Petroleum qui a toujours refusé de respecter les lois sociales et la préservation de l'environnement, même avec des contrats d'exploitation du pétrole qui lui rapportaient des milliards de dollars de bénéfices.

A son arrivée au pouvoir, Palacio dit qu'il allait « *reconstruire la République* », qu'il allait organiser une consultation populaire sur le Traité de Libre Echange (Tratado de Libre Comercio - TLC) et qu'il allait convoquer une Assemblée Constituante. Mais il a continué à respecter les contrats avec les compagnies pétrolières et à négocier le TLC. Au mois de mars 2006, Palacio a mené une forte répression militaire pour empêcher une nouvelle occupation de la capitale équatorienne par la CONAIE, dont les mots d'ordres centraux étaient *Dehors OXY, Consultation Populaire sur le TLC et Assemblée Constituante*.

Avant Mahuad et Lucio, deux présidents avaient déjà été renversés par la mobilisation des masses en Équateur. En moins de 10 ans, quatre présidents sont tombés. Mais même avec une forte disposition de lutte de la part des masses équatoriennes, le processus de recolonisation n'a pas été stoppé. Le maintien de la dollarisation de l'économie et les négociations pour signer le TLC, bien que celles-ci soient retardées, sont des preuves incontestables qu'il faut aller plus loin dans les manifestations et les insurrections et qu'il faut empêcher que le pays soit totalement colonisé par l'impérialisme.

La tactique de multiplier les ZLEA à une échelle plus petite

Le projet stratégique de l'impérialisme nord-américain, qui vise à transformer à nouveau l'Amérique Latine en une colonie, est la Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA). Mais les négociations ont été paralysées à cause des conflits avec la bourgeoisie agraire exportatrice protégée par le Mercosur. Le projet de la ZLEA était promu par le gouvernement Lula qui essayait de faire en sorte que les négociations entrent dans le cadre de l'OMC. D'autre part, cette dérivation vers l'OMC n'a pas été acceptée par le gouvernement de Bush car les secteurs agricoles des Etats-Unis reçoivent d'importantes subventions de l'Etat. De plus, la résistance populaire s'est renforcée dans certains pays, comme par exemple au Venezuela, au Pérou, en Equateur, en Argentine et en Bolivie, ce qui a contribué à désorganiser

le calendrier des négociations multilatérales simultanées des 34 pays concernés.

Toutefois, si la ZLEA dans son ensemble n'avance pas à la vitesse souhaitée dans les pays impliqués dans les négociations, la tactique de faire aboutir différentes ZLEA de plus petite échelle est en train d'avancer et est devenue la méthode la plus utilisée dans le continent sud-américain. D'abord, il y a eu l'Accord de Libre Echange Nord-Américain (ALENA, NAFTA selon la dénomination en anglais) qui est un véritable terrain d'essai. Ensuite, il y a eu le Traité de Libre Echange (TLC) avec le Chili, puis le CAFTA en Amérique Centrale. Actuellement des TLC sont en train d'être négociés avec la Colombie, l'Equateur et le Pérou. De toute façon, le degré de soumission à l'impérialisme, contenu dans les négociations des TLC est le même que celui qui existait dans les négociations de la ZLEA.

Les exigences des grandes compagnies impérialistes pour signer les Traités de Libre Echange correspondent aux aspirations contenues dans le projet de la ZLEA :

- 1.Des modifications juridiques qui transfèrent le pouvoir de juger les conflits juridiques commerciaux, du territoire national vers la sphère internationale, dont l'instance la plus haute est le CIRDI (Centre International de Règlement des Différends relatifs aux Investissements) qui est une instance de la Banque Mondiale;
- 2.La déréglementation des lois du travail pour pouvoir investir sans être soumis aux restrictions des lois de protection du travail. Les « *maquilas* » mexicaines sont l'exemple le plus connu de l'exploitation extrême des ouvriers mexicains depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA;
- 3.La perte du droit de l'utilisation de la connaissance ancestrale des peuples originels, avec l'établissement de brevets sur les inventions, sans exclure les brevets sur des êtres vivants;
- 4.L'exploitation sans restriction des ressources naturelles comme l'eau, le pétrole, le gaz, la production d'énergie et l'utilisation de la terre;
- 5.L'ouverture sans restriction pour les produits et les services offerts par les compagnies transnationales;

- 6.Des négociations permettant la création de bases militaires ou des accords de soumission des armées nationales;
- 7.L'accès sans restriction aux dépenses gouvernementales et autres services offerts à différents niveaux de l'état comme l'éducation, la santé, les communications et les systèmes de sécurité sociale.

Le changement de tactique de l'impérialisme ne peut pas faire perdre de vue que les niveaux de semi-indépendances atteints au 19^{ème} siècle par les pays d'Amérique Latine ont été remis en cause depuis la fin des années 1980. La disparition de la monnaie nationale, comme c'est le cas en Equateur, la dollarisation indirecte qui existe dans différents pays et la privatisation des ressources naturelles sont les expressions les plus avancées de l'offensive recolonisatrice des Etats-Unis.

Dans les années 90, la libéralisation du commerce a également permis à l'impérialisme yankee de multiplier par trois ses exportations en faisant passer sa balance commerciale avec l'Amérique Latine d'un déficit de 11 milliards de dollars à un bénéfice de 9 milliards de dollars, et ce dans une période de 10 ans.

Le recul des semi-colonies

Depuis les années 1950, suite à la victoire des alliés dans le seconde guerre mondiale, l'hégémonie impérialiste nord-américaine en Amérique Latine s'est consolidée. Ce processus s'est approfondi dans les années 90 après l'effondrement du bloc soviétique, réorganisant le système mondial des Etats dans deux directions : premièrement, la tentative d'unifier les bourgeoisies européennes divisées pour constituer un bloc face au renforcement du pouvoir des Etats-Unis; deuxièmement, une offensive re-colonisatrice des pays semi-coloniaux avec l'objectif d'augmenter l'extraction de survaleur face aux mouvements mondialisés et la concurrence des marchés globalisés.

C'est dans ce contexte qu'est née la stratégie du capital impérialiste d'intégrer tous les pays dans l'OMC, avec comme objectif la libéralisation des frontières nationales par la suppression des barrières douanières, en particulier dans les pays semi-coloniaux. Il s'agit de chercher à lever les obstacles pour l'accumulation du capital international à travers la libre circulation des biens, des services et des investissements.

Les dites frontières nationales sont devenues de grandes barrières pour la libre circulation des marchandises et des capitaux. L'exception sont les secteurs bourgeois subventionnés par les gouvernements impérialistes, qui ne sont pas capables de survivre à ce marché mondial. Ils devraient alors attaquer de manière offensive le prolétariat à l'intérieur de leurs propres frontières. Cette tâche ne peut s'accomplir qu'avec de violents et dangereux conflits sociaux qui peuvent dégénérer et provoquer un déséquilibre incontrôlé. Il suffit de regarder les gigantesques manifestations et grèves des étudiants et des travailleurs en France, qui ont eu lieu au mois d'avril de cette année et qui exprimaient le rejet de la proposition de loi sur le CPE. Ces mobilisations ont généré une démoralisation du gouvernement, entraînant par la suite sa défaite et le retrait partiel de la loi.

Les Traités de Libre-Échange sont des instruments privilégiés pour faciliter un nouveau degré d'accumulation du capital, face aux exigences de compétitivité du marché mondial globalisé et à la tendance structurelle de la chute du taux de profit à long terme.

Le passage des semi-colonies à un statut inférieur en termes de souveraineté, autrement dit le retour au statut de colonie, n'entraîne pas le moindre remord de la part des seigneurs du monde. Il suffit de regarder la prédisposition insensée du gouvernement et des amis d'affaires de G. W. Bush à utiliser tous les moyens assassins dans l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak. Donc, les négociations commerciales dépassent largement la diplomatie, mais les objectifs sont les mêmes.

Les TLC sont bien plus que des accords commerciaux bilatéraux ou multilatéraux comme ceux qui ont toujours existé dans l'histoire du capitalisme. Le problème n'est pas seulement qu'il s'agisse d'accords entre des pays de tailles différentes.

Les TLC sont des mesures qui visent à faire passer les pays semi-coloniaux à de nouveaux degrés de soumission. A ce sujet, le secrétaire d'Etat au commerce américain, Robert Zellick, a déclaré que « *les traités commerciaux peuvent être plus utiles que le FMI pour arriver à ce que les pays en développement fassent des réformes* ». C'est pourquoi les traités commerciaux sont devenus, en plus de la volonté de contrôler les ressources naturelles de la planète, les

principaux objectifs de l'impérialisme pour maintenir le système capitaliste mondial.

Dans le paquet de négociations des TLC, le cas le plus avancé est celui de l'ALENA et du projet de la ZLEA. Cela inclut l'entrée des capitaux internationaux dans l'ensemble des branches des marchés nationaux sans soumettre les entreprises impérialistes aux règles nationales. En d'autres termes, il s'agit de la transformation des pays récepteurs des entreprises en territoires libres pour l'entrée et la sortie des capitaux, des marchandises et des services, sans aucun règlement, de la même manière que le faisait la Compagnie des Indes Occidentales et ses équivalents pendant la période du mercantilisme. Cela exige également la transformation de tous les domaines publics tels que l'éducation, la santé, la sécurité, les transports, les communications, etc., de même que les richesses naturelles, la terre, les hydrocarbures, l'eau et la biodiversité, en marchandises aptes à être vendues sur le marché sans aucune restriction d'exploitation.

En réalité, les pays d'Amérique Latine n'ont jamais été totalement libres et souverains, malgré ce que veulent faire croire certains défenseurs de l'intégration du continent, qui défendent une souveraineté dans le cadre du capitalisme sous le drapeau « une autre Amérique est possible ». L'idéalisme d'une intégration supposément souveraine, telle que proposée par le gouvernement Chavez à travers l'Alternative Bolivarienne des Amériques (ALBA), est en retard de cent ans et repose sur la conception erronée qu'une intégration sans rupture avec les liens de la dépendance structurelle avec l'impérialisme est possible.

Comment est-il possible que des pays dont les grandes entreprises, y compris celles de l'Etat, sont sous le contrôle total ou partiel des multinationales impérialistes - comme c'est le cas du secteur pétrolier argentin ou brésilien - soient à l'avant-garde d'une intégration alternative à la ZLEA ?

Pour discuter d'une intégration alternative à la ZLEA, il serait important de rappeler qu'au 19^{ème} siècle, la formation des états bourgeois en Amérique s'est faite à travers de violents affrontements entre les classes de propriétaires natifs, les secteurs populaires et

indigènes et les métropoles espagnole, anglaise, portugaise, française et hollandaise.

Seuls les Etats-Unis ont conquis leur liberté et leur souveraineté par rapport à l'empire britannique parce qu'ils sont passés par deux processus révolutionnaires importants : la Guerre pour l'Indépendance Nationale en 1776, et la victoire des Yankees dans la Guerre de Sécession entre 1861 et 1865.

La formation de l'état national indépendant, avec ses différentes variantes, n'a atteint les derniers stades économiques et politiques qu'en Amérique du Nord. Contrairement à ce qui s'est passé en Amérique du Nord, le mouvement qui tendait à l'intégration avec Simon Bolivar en Amérique andine a été vaincu. C'est également le cas du Brésil, où l'Etat est né avec la caractéristique rétrograde de valet de l'empire portugais, qui à son tour était soumis à la couronne britannique.

Des souverainetés partielles ont été atteintes dans le cas de l'Amérique andine, qui a généré de petits pays, de l'Amérique platine, du Brésil, de l'Amérique centrale ou du Mexique. Mais ces pays n'ont jamais été totalement indépendants pour la simple raison qu'ils ont toujours été des récepteurs de produits élaborés avec une forte valeur ajoutée et des exportateurs de matières premières. Il faut ajouter à cela le mécanisme historique et récurrent de la dette externe et des profits garantis à l'extérieur par les filiales des entreprises multinationales.

La délimitation territoriale postérieure, l'adoption de monnaies nationales, l'élaboration de constitutions nationales, la formation d'instances juridiques et politiques nationales, la création d'armées propres et la semi-liberté économique et commerciale ont élevé la majorité des pays d'Amérique Latine au statut de « pays indépendants », qui dans la tradition marxiste, sont appelés semi-coloniaux. Cette appellation correspond au fait que ces pays ne sont pas totalement des colonies comme ils l'étaient jusqu'au 19ème siècle. Mais ils n'ont pas non plus conquis une indépendance totale comme cela a été le cas pour les Etats-Unis.

Les conflits inter-impérialistes pour les marchés mondiaux, principalement celui de la deuxième Guerre mondiale, le développement urbain tardif accompagné d'une industrialisation

dépendante, bien qu'avec des inégalités nationales, tout cela a généré une bourgeoisie native et une jeune classe ouvrière en Amérique Latine. Par la suite, la période appelée de développement national des années 1950/60 a été marquée par une industrialisation plus importante, principalement en Argentine et au Brésil.

L'importance du TLC avec l'Equateur et la résistance indigène et populaire

Les négociations avec l'Equateur se déroulent parallèlement aux négociations avec le Pérou et la Colombie. Cela n'empêche cependant pas les Etats-Unis de pouvoir tirer des avantages particuliers dans chaque pays. Le gouvernement Toledo a été le premier à signer l'accord, empêchant toute possibilité d'alliance avec les autres pays de la Communauté andine. C'est une preuve que les avantages éventuellement obtenus lors des négociations sont très éphémères.

Un des éléments qui conditionnent les négociations est l'existence de l'ATPDEA (Andean Trade Promotion and Drug Eradication Act - Loi de promotion commerciale andine et d'éradication de la drogue) établi entre la Colombie, l'Equateur et le Pérou. L'ATPDEA garantit des avantages douaniers sur les produits exportés de ces pays vers le marché nord-américain en échange de concessions politiques. C'est notamment le cas de la création de la Base de Manta en Equateur – une partie du territoire où l'accès est interdit aux autorités équatoriennes – ou encore de la collaboration du gouvernement colombien dans le combat contre les FARC sous l'argument du combat contre le trafic de la drogue.

Il faut y ajouter que le Plan Colombia, qui vise à combattre la guérilla et qui a été négocié entre le gouvernement colombien et les Etats-Unis, a provoqué la destruction de l'agriculture des petits paysans, notamment par l'utilisation de produits chimiques qui ont ravagé les plantations. Ce plan a également engendré un processus de plus en plus important d'émigration forcée de la Colombie vers le territoire équatorien.

Dans le cas de l'Equateur, les avantages douaniers garantis par l'ATPDEA représentent environ 20 millions de dollars par an. En d'autres termes, l'Equateur a vendu sa souveraineté pour 20 millions de dollars. L'ATPDEA est également utilisé sur la table des

négociations du TLC comme un chantage au cas où l'acceptation du TLC piétinerait. Dans ce cas, les exportateurs des branches qui en profitent seraient lésés. Il s'agit substantiellement des exportateurs de bananes, de crevettes et de fleurs, entre autres.

Les négociations du TLC sont également caractérisées par la dépendance vis-à-vis de l'économie nord-américaine, 40% des exportations équatoriennes étant destinées aux Etats-Unis. A cela, il faut ajouter la dollarisation de l'économie équatorienne qui dure depuis six ans, transformant ainsi l'Equateur en une partie de la zone monétaire des Etats-Unis.

En plus de l'APTDEA, qui sert de moyen de pression lors des négociations avec les pays andins, l'impérialisme cherche à arriver à un accord avec l'Equateur pour s'assurer une situation géopolitique privilégiée dans le continent. En effet, les pays andins possèdent des réserves stratégiques de gaz, de pétrole, d'eau et de biodiversité dans une région qui va de la Bolivie, en passant par le Pérou, jusqu'au Venezuela. Ce dernier fournit 20% du pétrole consommé par l'économie yankee.

L'exemple le plus clair de la situation actuelle en Equateur est la revendication de l'annulation du contrat de concession de l'exploitation du pétrole, attribué à l'entreprise *Oxydental Petroleum*. Cette entreprise viole régulièrement des clauses du contrat puisqu'elle ne respecte pas l'environnement et refuse de payer ses impôts. Un des chantages utilisés par l'impérialisme dans les tables de négociations du TLC est de menacer avec le blocage des supposés avantages que possèdent les exportateurs nationaux, en cas d'une quelconque mise en cause de l'exploitation du pétrole équatorien.

Un autre aspect central de la politique de l'impérialisme en Amérique Latine est la volonté de contrôler le territoire colombien. En effet, même en ayant l'appui d'un gouvernement totalement soumis à ses intérêts, l'impérialisme n'est pas parvenu à désarmer l'ensemble de la guérilla ni à dominer le marché fournissant la cocaïne pour la consommation des Etats-Unis, marché qui génère des milliards de dollars. Une des garanties pour que le Plan Colombia puisse être une victoire pour l'impérialisme est le contrôle du territoire équatorien, sur

lequel il n'y a pour le moment pas encore d'accord consolidé entre le DEA et le haut commandement de l'armée équatorienne.

La nécessité d'une insurrection qui exproprie l'impérialisme et la bourgeoisie

Nous devons saluer chaque nouveau retard que prennent les négociations des TLC et prendre cela comme une expérience pour les prochaines batailles contre la ZLEA et les TLC. La signature du TLC est plus en retard en Equateur qu'au Pérou ou en Colombie parce que l'Equateur est, avec la Bolivie, à la pointe du processus révolutionnaire latino-américain. Dans ces pays, les masses ont fraîchement en tête qu'elles peuvent vaincre leur gouvernement. Mais le fantôme de la recolonisation ne disparaîtra pas si le mouvement des masses n'avance pas au-delà de ce qu'il a déjà accompli.

Il faut utiliser toutes les tactiques qui peuvent aider le processus de mobilisation populaire contre les TLC, comme c'est le cas du mot d'ordre de Consultation populaire, qui touche le sentiment démocratique de millions de personnes. Cependant, le seul moyen de défaire le projet néocolonialiste est une insurrection qui s'insère dans un processus révolutionnaire dans les Andes et dans l'ensemble de l'Amérique Latine. L'histoire récente de l'Equateur a démontré que ce n'est pas suffisant de renverser les gouvernements. Il faut construire une alternative pour l'organisation des masses afin qu'elles puissent exercer le pouvoir pour avancer dans l'expropriation des compagnies internationales impérialistes. Celles-ci sont la cause la plus importante des relations de domination qui existent entre le gouvernement nord-américain et tous les pays du continent.

Une autre Amérique n'est possible que si elle est construite sur la base d'une insurrection ouvrière et populaire, à la recherche d'une gouvernement qui s'oppose réellement à l'impérialisme. Cela signifie que ce gouvernement doit également s'opposer au capitalisme. Voilà l'alternative la plus réaliste, celle qui aide les masses dans le processus de mobilisation pour qu'elles acquièrent une conscience anticapitaliste et anti-impérialiste.

Argentine : Pourquoi les Mères de la Plaza de Mayo soutiennent-elles Kirchner ?

Victor Quiroga

Rédacteur de Lucha Socialista, le journal du FOS (Front Ouvrier et Socialiste) en Argentine. Il fait partie de la direction de ce parti.

Alexandre Iturbe

Professeur, membre de la direction du FOS et éditeur de Correo Internacional

Lors de la cérémonie du 24 mars dernier, au trentième anniversaire du coup d'Etat en Argentine, il y eut un affrontement politique entre les Mères et Grands-mères de la Plaza de Mayo, d'un côté, et la plupart des organisations des droits de l'homme, des partis de gauche, des activistes et militants, de l'autre. Le point de départ de cet affrontement a été la position de soutien au gouvernement de Nestor Kirchner par les Mères et Grands-mères et leur refus de soutenir un document critique envers ce gouvernement, lu pendant la cérémonie. Pourquoi ces dirigeantes historiques de la lutte contre la dictature militaire et la répression dans le pays appuient-elles maintenant Kirchner ? Cette position est-elle correcte ou doit-elle être réfutée ? Dans cet article, nous essayons de répondre aux Mères et Grands-mères parce que nous croyons qu'elles sont en train de commettre une grave erreur.

L'origine des « Mères »

Les Mères et Grands-mères de la Plaza de Mayo ont constitué leur organisation pendant la dernière dictature militaire. Face aux enlèvements et disparitions de milliers d'argentins, les mères, les proches, les camarades et les amis des disparus commencent à les chercher. On se rencontre dans les couloirs du Vicariat de l'Armée, dans les tribunaux fédéraux pour négocier un quelconque habeas corpus ou lors d'une Conférence Episcopale, sans aucun résultat. Plusieurs mères décidèrent alors de se rencontrer, un jeudi, afin de remettre une lettre au dictateur Videla. Elles commencèrent ensuite à se réunir tous les jeudis sur une place face au siège du gouvernement, l'historique Plaza de Mayo, avec l'intention de répéter le geste jusqu'à ce qu'on leur donne une réponse sur le sort de leurs enfants. Comme la police tentait de les disperser avec l'ordre « circulez », elles

commencèrent à faire le tour de la Pyramide sur cette place et ainsi est née la fameuse « ronde des jeudis ». Bien que leurs actions, à ce moment, n'étaient pas accompagnées par l'ensemble de la population, le courage de leur dénonciation généra, peu à peu, une sympathie énorme parmi les gens et elles se transformèrent en un point de référence pour toute l'avant-garde dans la lutte contre la dictature. Parmi les fondatrices des Mères de la Plaza de Mayo, il y avait Azucena Villaflor, Esther Careaga et Mari Ponce, toutes séquestrées et assassinées à leur tour en décembre 1977. Depuis lors, et pendant beaucoup d'années, les Mères ont joué un rôle très progressiste dans le pays.

Les nouvelles tâches à partir de 1982

Une grave crise économique et essentiellement la défaite dans la guerre des Malouines ont provoqué l'effondrement de la dictature militaire et une grande montée des luttes ouvrières et populaires. Ce fut une véritable révolution qui changea brusquement le régime politique du pays, obtint des élections et des libertés démocratiques et jeta l'Armée dans une crise profonde, haïe par la majorité du peuple. Un des mots d'ordre les plus chantés à l'époque était « *Paredón, paredón, a todos los milicos que vendieron la nación* » (exécution de tous les flics qui ont vendu la nation).

La lutte pour le jugement et le châtement des coupables du génocide, une des principales revendications des Mères, devint une lutte de masses, désormais intégrée dans une lutte plus globale avec la bataille contre les conséquences de l'épouvantable décadence de l'économie nationale provoquée par le capitalisme impérialiste. A propos de ces luttes, un document de l'époque disait que : « *leurs objectifs immédiats sont apparemment les mêmes que pendant l'étape antérieure. Mais si, avant, elles allaient contre un régime politique, la dictature, maintenant, elles remettent en question tout le système capitaliste semi-colonial. Les mobilisations démocratiques concernant le problème des disparus, bien qu'elles puissent sembler être une réminiscence du processus, vont objectivement dans le même sens : elles vont contre le pilier de l'état bourgeois, l'Armée qui a commit le génocide* ». ⁵.

⁵ Nahuel Moreno, 1982, *la Révolution Commence*, 1982

La bourgeoisie tente de sauver un pilier du régime bourgeois.

Pour les masses, c'était une nécessité de poursuivre la lutte contre ces piliers du régime démocratique bourgeois, l'armée et l'appareil de répression. Pour la bourgeoisie et l'impérialisme, c'était une nécessité impérieuse d'essayer de sauver ces institutions de la haine populaire et de les remettre sur les rails. C'est pourquoi, à partir de 1983, tous les gouvernements patronaux, quelle que soit leur couleur politique, ont essayé d'avancer dans cette tâche. Il ne s'agissait pas d'une tâche facile. Il fallait la mener à travers des tactiques successives afin de ne pas faire face frontalement aux mobilisations populaires. D'un côté, Ricardo Alfonsín, le premier président élu après la dictature, impulsa le jugement qui condamne les membres des juntas militaires du gouvernement de la dictature. D'un autre côté, il chercha à ce que seulement une quantité minimale des oppresseurs soient jugés et emprisonnés, à travers les lois dits d'Obéissance Due (les subordonnés qui « avaient exécuté des ordres » ne pouvaient en être considérés coupables) et de Point Final (ces jugements terminés, il y aurait un « point-à-le-ligne » légal). Menem avança encore dans cette voie en dictant l'amnistie pour les quelques militaires qui avaient été jugés et condamnés.

Mais le peuple argentin n'a jamais accepté ces « solutions ». Chaque année, le 24 mars, les places publiques de tout le pays se remplissaient avec des dizaines de milliers de manifestants qui maintenaient, avec acharnement, la revendication de punir les militaires génocides. Contre l'amnistie de Menem se tint une des plus grandes mobilisations de l'histoire du pays. En même temps, cette contestation se joignit à la lutte contre la répression « démocratique » qui commençait à accumuler des combattants dans les prisons, ainsi que des morts.

Un prestige qui se maintient

Les Mères sont entrées dans cette période avec tout le prestige gagné en tant que combattantes contre la dictature et l'ont même accru. Lorsqu'elles revenaient d'une mobilisation ou d'une cérémonie, c'était une tradition de les recevoir aux cris de « *Madres de la Plaza, el pueblo las abraza* » (Mères de la Place, le peuple vous embrasse). C'est vrai qu'il y avait des débats très intenses dans le mouvement quant au mot d'ordre « *Qu'ils apparaissent vivants* », impossible à

satisfaire, y compris avec une plus importante mobilisation, parce qu'on savait déjà que les disparus avaient été assassinés. (Disons en passant que ce fait est à l'origine des Grand-mères de la Plaza, qui acceptèrent cette réalité et concentrèrent leur lutte à retrouver leurs petits-enfants séquestrés ou nés en captivité). Elles perdirent également un certain poids par leur attitude de refuser de se mobiliser de façon unitaire avec des courants ou des dirigeants qu'elles accusaient d'avoir été « complices de la dictature », comme le parti d'Alfonsín, la Unión Cívica Radical (UCR) et des secteurs péronistes. Finalement, il est vrai que dans une certaine mesure, elles commencèrent à « s'institutionnaliser » à travers leur journal et leur université, financés en grande partie par la social-démocratie et les ONG européennes. Mais toutes ces questions sont secondaires, face au fait que, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Kirchner, elles n'avaient pas capitulé devant les gouvernements d'Alfonsín, Menem, De la Rúa et Duhalde. Elles avaient maintenu leur lutte et, pour cette raison, elles continuaient à être une référence populaire.

Décembre 2001 et le gouvernement K

Les 19 et 20 décembre 2001, une révolte populaire gigantesque renverse le gouvernement de Fernando de la Rúa (UCR) et met en marche un processus révolutionnaire en Argentine. La répression avait laissé un solde de 30 morts. Quelques mois plus tard, le Président provisoire, le péroniste Eduardo Duhalde, ordonne de réprimer une mobilisation des « *piqueteros* » et la police assassine deux manifestants. La réponse populaire oblige le Président à annoncer sa démission et à convoquer des élections présidentielles pour les premiers mois de 2003. Le péroniste Nestor Kirchner gagne ces élections, bien qu'il n'obtienne que 22% des voix.

Le processus ouvert à la fin de 2001 a non seulement élevé les luttes ouvrières et populaires à un niveau supérieur. Il a aussi lié plus que jamais la lutte contre la répression actuelle à la haine contre l'armée et les organismes de répression, en réclamant le châtiment des génocides.

Kirchner doit donc endosser le rôle du « pilote en pleine tempête ». Sans abandonner son objectif final, il doit réaliser des détours et des manœuvres audacieuses pour que le bateau du régime bourgeois ne

chavire pas. Il était conscient qu'il devait se montrer différent d'Alfonsín, Menem, De la Rúa ou Duhalde. Voilà pourquoi ses discours et ses gestes abondent d'une phraséologie de gauche, alors que son action concrète et sa stratégie sont clairement bourgeoises et pro-impérialistes.

Il n'est pas dans l'intention de cet article d'analyser à fond ce caractère de Kirchner, mais si quelque chose l'exprime clairement, c'est la situation dans la province de Santa Cruz en Patagonie, celle dont il a été gouverneur avant d'assumer la présidence de la République, et dont il continue à être le principal dirigeant politique. Dans cette province, les entreprises pétrolières impérialistes dictent la loi et ont à leur service la Gendarmerie (police militaire des frontières) pour réprimer sauvagement les luttes des sans-emplois et des travailleurs pétroliers, souvent avec des méthodes d'enlèvements, de tortures et de rafles dans la rue, dans le plus pur style de la dictature.

Ce 24 mars

Ce 24 mars, 30 ans après le coup d'Etat, Kirchner voulait avancer d'un cran sa politique de « récupération » de l'Armée et avancer dans sa « réconciliation » avec le peuple. Il a donc décrété que la date serait un jour férié national. Dans ses discours, il a reconnu que la répression militaire n'était pas « un excès », mais bien une activité criminelle parfaitement consciente, orchestrée sous la doctrine de la « sécurité nationale ». Il obtint que les autorités de l'armée fassent une « autocritique » et que l'Eglise Catholique soutienne le « geste de conciliation » de son gouvernement. Les médias (des plus « progressistes » jusqu'au récalcitrants de droites), soutinrent également l'initiative et préparèrent des éditions spéciales consacrées à la date en question. Pendant toute une semaine, la chaîne de télévision de l'Etat diffusa des programmes sur la dictature tandis les chaînes privées passèrent des vidéos et des films racontant (pour la première fois de façon aussi massive) que la majorité des disparus étaient des travailleurs et des étudiants, et non pas des guérilleros. Les choses prennent une telle importance que, lamentablement, Hebe de Bonafini, la dirigeante la plus importante des Mères, et Estela Carlotto (Grands-mères) soutiennent cette politique publiquement et avec enthousiasme.

Tout était préparé pour que, sous un « gouvernement populaire », ce jour apparaisse comme le « point final » d'une lutte historique. Mais, comme le dit une chanson populaire de Leon Grieco, « *tout est gardé en mémoire* ». A la haine contre les militaires génocides s'additionnèrent les faits récents de la répressions à Santa Cruz et l'information qu'à Trelew, également en Patagonie, il y a des archives récentes de groupes d'espionnage militaire sur des politiciens, des juges, des dirigeants syndicaux, etc.

La « grande initiative » de Kirchner se retourne alors contre le gouvernement. L'importance de la mobilisation impulsée par le pouvoir et la presse a seulement aidé à ce que des dizaines de milliers descendent dans la rue et remplissent les places publiques de Buenos Aires, de Rosario, de Cordoba et d'autres villes, afin de s'opposer à toute « conciliation », de dénoncer la répression actuelle, spécialement celle de Santa Cruz et de critiquer la politique du gouvernement. Même le prestige des Mères et Grands-mères ne put sauver Kirchner de cette défaite.

La capitulation des Mères

Revenons maintenant à la question du titre de cet article : pourquoi les Mères et Grand-mères, qui ont maintenu leur lutte pendant tant d'années, capitulent maintenant devant le gouvernement de Kirchner ? Pour y répondre, il faut considérer deux faits.

En premier lieu, l'attitude des Mères fait partie d'un processus plus général de capitulation d'une partie de l'avant-garde argentine devant ce gouvernement. Nous avons déjà parlé des « gestes » et des discours gauchistes de Kirchner. A cela s'ajoutent quelques faits, comme la réétatisation de la compagnie des eaux (Aguas Argentinas) et de la Poste, la diminution du taux de chômage grâce à la reprise économique du pays ces dernières années, ou la supposée unité contre l'impérialisme yankee en compagnie de Chavez. Cela lui a permis d'amplifier son soutien actuel dans les masses. C'est pourquoi, et bien que cela soit contradictoire avec la réalité du gouvernement dans son ensemble, ce secteur de l'avant-garde soutient Kirchner, considère son gouvernement comme un « gouvernement populaire » et fournit même des fonctionnaires à son administration. Auparavant, Hebe de Bonafini avait déclaré publiquement que Kirchner « *c'était la même*

merde » que Menem et Duhalde, mais comme partie de cette vision d'un secteur de la gauche, elle a déclaré récemment : « *je me suis trompé : Kirchner n'est pas comme les autres* ». ⁶

En second lieu, comme dit *Lucha Socialista*, le journal du Front Ouvrier Socialiste en Argentine, il faut signaler que « *ce virage en faveur du gouvernement est le résultat politique de la revendication que fait Hebe de Bonafini des organisations de guérilla des années 70 et ses conséquences pratiques* ». Rappelons que dans ces organisations militaient l'enfant d'Hebe et la plupart des enfants des Mères.

Cet article poursuit : « *Cette guérilla a surgi dans les années 60 et 70 dans toute l'Amérique Latine. Dans notre pays, les organisations les plus importantes comme Montoneros et l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP), avaient des directions petites bourgeoises indépendantes du stalinisme, influencées par la Révolution cubaine. Leur politique a toujours oscillé entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Par conséquent, à un moment, elles peuvent jouer un rôle progressiste et, à un autre, un rôle réactionnaire, c'est-à-dire, passer de la lutte la plus furieuse aux trêves les plus infâmes* ».

Par exemple, Montoneros s'est toujours situé comme le « bras gauche » du plus important parti bourgeois argentin (le péronisme) et a soutenu les gouvernements de Campora et de Peron en 1973. L'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP) a soutenu des alliances « *avec la bourgeoisie nationale pour sauver le pays* », sans exclure des figures comme Raul Alfonsin.

Une fois la dictature militaire tombée, une grande partie des cadres de ces organisations a abandonné de façon définitive la lutte armée et s'est intégrée dans les partis bourgeois comme le Partido Intransigente et le Frente Grande. ⁷ Aujourd'hui, beaucoup d'entre eux ont adhéré au kichnerisme, comme l'actuelle Ministre de l'Intérieur Nilda Garré, ex montonera, ou la Ministre de l'Economie, Felisa Micelin, ancienne sympathisante de l'ERP.

Ce profond processus de capitulation fait partie de ce nous avons appelé « l'ouragan opportuniste ». Ce processus a fauché l'immense

⁶ Clarin, le 26/03/06

⁷ Le *Partido Intransigente* est un parti de centre, issu d'une scission de la UCR en 1972, revendiquant être « intransigeant » sur certains principes. Le *Frente Grande* est né comme Front électoral en 1993, composé surtout de syndicalistes.

majorité de l'avant-garde des années 60, 70 et 80, et l'a amené à soutenir des gouvernements bourgeois et pro impérialistes, et en faire parti ou même en être le centre. C'est ce que nous avons analysé dans plusieurs éditions du *Marxisme Vivant*. Les Mères de la Plaza de Mayo, qui sont, d'une certaine façon, une partie un peu « spéciale » de cette avant-garde, ont maintenu le cap plus longtemps. Mais maintenant, lamentablement, elles aussi ont capitulé.

Le soutien des Mères et Grands-mères au gouvernement de Kirchner est malheureusement un triomphe de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Bien sûr que cela ne nous plait pas. Cela nous fait mal de voir une combattante historique comme Hebe Bonafini tenir le rôle de représentante du gouvernement kirchneriste et mettre son prestige en jeu pour « éteindre l'incendie » déclenché par la brutale répression contre les ouvriers du pétrole de Santa Cruz ou pour essayer d'éviter que l'évènement du 24 mars dernier soit un acte d'opposition.

Mais tout le respect gagné par les Mères dans leur lutte depuis des années, ne peut occulter le fait qu'aujourd'hui, leur capitulation les a poussées dans le camp opposé aux intérêts des travailleurs et des secteurs populaires et que, pour cette raison, nous devons combattre avec fermeté leur politique.

La Morale révolutionnaire

De la morale révolutionnaire au « tout est permis »

Martín Hernández

Membre de la direction de la
Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

Lénine, en parlant devant un Congrès de la Jeunesse Communiste⁸ disait: *« Mais y a-t-il une morale communiste? Y a-t-il une éthique communiste? Il est évident qu'il y en a une. On prétend souvent que nous n'avons pas notre morale à nous et la bourgeoisie nous accuse fréquemment, nous les communistes, de nier toute morale.[...] »*

En quel sens nions-nous la morale et l'éthique?

Nous la nions dans le sens prêché par la bourgeoisie, qui la déduit des commandements de Dieu, et nous savons très bien que le clergé, les propriétaires fonciers et la bourgeoisie parlent au nom de Dieu pour défendre leurs intérêts d'exploiteurs.[...]

Nous nions toute cette moralité éprise de conceptions en marge de la nature humaine, en marge des classes[...].

Nous disons que notre morale est complètement subordonnée aux intérêts de la lutte de classes du prolétariat.[...] Nous disons: est moral, ce qui sert à détruire l'ancienne société exploiteuse et à grouper tous les travailleurs autour du prolétariat. »

Avec ces simples mots, Lénine donnait la version marxiste, de classe, pour un sujet toujours très polémique : la question de la morale et de l'éthique.

En 1938, Léon Trotsky a écrit une brochure intitulée « **Leur morale et la nôtre** » dont nous reproduisons les parties les plus importantes dans ce Dossier. Dans cette brochure, Trotsky part de l'idée centrale de Lénine mais avance en ce qui concerne la relation dialectique entre les moyens et les fins. Ce travail de Trotsky a provoqué de

⁸ Discours de Lénine à la 1^{ère} session du 3^{ème} Congrès des Jeunesses communistes de Russie, 2/10/1920.

nombreuses polémiques au niveau international, non seulement dans la droite mais aussi parmi plusieurs intellectuels marxistes qui sympathisaient, ou avaient sympathisé, avec Trotsky en personne. Ces secteurs étaient scandalisés par quelques idées de Trotsky, spécialement quand il revendiquait les méthodes que les bolcheviques ont utilisées pendant la guerre civile contre les ennemis de la révolution, c'est-à-dire quand Trotsky revendiquait jusqu'à ses dernières conséquences le critère de Lénine : « *est moral, ce qui sert à détruire l'ancienne société exploiteuse.* »

Trotsky a répondu à ceux qui n'étaient pas d'accord avec lui par un long article intitulé : « ***Les marchands d'indulgences et leurs alliés socialistes*** », dans lequel il disait de ses critiques : « *Subjectivement, ils sympathisent avec les opprimés, personne n'en doute. Objectivement ils restent prisonniers de la morale de la classe dominante et essayent de l'imposer aux opprimés, au lieu d'aider ceux-ci à élaborer la morale de l'insurrection.* »

En 1969 le trotskyste argentin Nahuel Moreno, alors en prison au Pérou, a écrit une brochure intitulée « ***Morale bolchevique ou morale spontanéiste*** ». Les passages les plus importants de ce texte sont aussi reproduits dans ce Dossier. En partant des élaborations de Trotsky, Moreno y aborde le sujet de la morale d'un point de vu différent, celui des relations humaines dans le parti révolutionnaire. A cet effet, il part d'une prémisse : « *Les camarades qui s'incorporent au parti, appartiennent principalement au milieu étudiantin et viennent d'une société en faillite, nauséabonde[...] et ceci ne manque pas de se refléter dans les rangs du parti, puisque nous ne vivons pas dans une tour d'ivoire mais dans cette société.* »

Durant les vingt dernières années, nous avons vu à l'intérieur de la gauche (non seulement réformiste mais aussi révolutionnaire) toutes sortes de scandales de type moral, la corruption, les vols, les agressions, les calomnies. Ces faits seraient en soi déjà un bon motif pour remettre à l'ordre du jour, au moins au niveau de la gauche révolutionnaire, la question signalée en 1920 par Lénine : « ***Mais y a-t-il donc une morale communiste?*** » Toutefois, nous n'avons pas vu au niveau des courants ou de l'intellectualité marxiste une préoccupation pour étudier ce sujet. C'est pourquoi, il paraîtra peut-

être surprenant à nos lecteurs que dans ce numéro du Marxisme Vivant nous consacrons un Dossier à cette question. Nous le faisons parce que nous comprenons qu'on ne peut pas mettre à jour le programme de la révolution (bafoué par la social-démocratie, le stalinisme et tout genre de révisionnistes) sans le faire dans le cadre de la récupération de la morale révolutionnaire.

Morale et vérités éternelles

Les réformistes d'hier et d'aujourd'hui ?

Le point de départ de l'élaboration de Trotsky (tout comme de celle de Lénine) est que « *la morale possède, plus que toute autre matière idéologique, un caractère de classe* » ce qui n'empêche pas toutefois de reconnaître l'existence « limitée et instable », d'une morale au-dessus des classes sociales. « *N'y a-t-il pas toutefois des règles élémentaires de morale, élaborées par le développement de l'Humanité en tant que totalité, et nécessaires pour la vie de la collectivité entière? Il y en a, sans doute, mais leur rayon d'action est extrêmement limité et instable. Les normes "universellement valables" sont d'autant moins agissantes que le caractère que prend la lutte de classes est plus aigu.* »

Le caractère de classe de la morale, d'un côté, et l'existence d'une morale au-dessus des classes (bien qu'avec un caractère limité et instable) d'autre part, nous donnent le cadre nécessaire pour situer ce débat historique sur la morale dans l'actualité.

Sur la couverture de la revue Le Marxisme Vivant n° 11, nous avons mis le titre : « *Farabundo Martí, Tupamaros, Frente Sandinista, OLP, PT. Des tranchées aux palais.* » Avec ce titre, nous avons l'intention de montrer la décadence politique de toute une génération de militants qui ont abandonné le combat contre l'impérialisme et contre les gouvernements bourgeois pour devenir des administrateurs de la bourgeoisie et des affaires de l'impérialisme. Cette décadence politique a été accompagnée d'une décadence morale énorme. Le gros de ces ex-militants se sont consacrés à s'enrichir personnellement, dans les palais des gouvernements. Cela peut paraître quelque chose d'évident et inévitable, mais l'histoire nous montre que les courants réformistes (y compris les bourgeois) n'ont pas toujours agi ainsi. Le

fait qu'ils agissent maintenant de cette façon est une marque de l'époque où nous vivons.

Les courants marxistes de la fin du 19^{ème} siècle et du début du 20^{ème} siècle trahissaient les intérêts de la classe ouvrière comme c'est le cas aujourd'hui, mais l'activité politique de la plupart de leurs dirigeants n'était pas au service de leur enrichissement personnel, et cela a une explication.

A l'époque du capitalisme ascendant, comme disait Trotsky, « *le bien-être des nations civilisées, et partiellement aussi celui des masses ouvrières, était en augmentation. La démocratie paraissait indestructible. Les organisations ouvrières grandissaient.[...] Les relations entre les classes, au moins extérieurement, étaient atténuées. Dans les relations sociales s'établissait ainsi, avec les normes de la démocratie et les habitudes de la paix sociale, certaines règles élémentaires de morale. L'impression d'une société chaque jour plus libre, juste et humaine prenait forme.* »⁹

C'était précisément dans ce contexte que se développait un réformisme qui n'était pas synonyme de corruption et où il y avait même un nombre important de politiciens bourgeois qui n'étaient pas non plus corruptibles.

Mais cette « idylle » des classes n'a pas duré longtemps. Sa fin a été décrétée avec l'arrivée de la Première guerre mondiale. « *Les antagonismes de classe se sont exacerbés et se sont manifestés à la lumière du jour. Les mécanismes de sécurité de la démocratie ont commencé à sauter l'un après l'autre. Les règles élémentaires de la morale se sont révélées encore plus fragiles que les institutions de la démocratie et les illusions du réformisme. Le mensonge, la calomnie, la vénalité, la corruption, la violence, le meurtre ont acquis des proportions sans précédent. Pour les esprits simples et démoralisés, il paraissait que de tels inconvénients étaient le résultat momentané de la guerre. En réalité, ils étaient, et ils sont toujours, des manifestations de décadence de l'impérialisme.* »

Avec l'arrivée de la Première guerre mondiale, les « réformistes honnêtes » ont commis la plus grande immoralité de l'histoire : la plupart des chefs sociaux-démocrates se sont alignés derrière leurs

⁹ Léon Trotsky, *Leur morale et la nôtre*, 1938

bourgeoisies respectives et ont envoyé les travailleurs de leurs partis respectifs à tuer leurs frères de classe et de parti des autres pays. Il n'est pas facile de trouver dans l'histoire du mouvement ouvrier une trahison politique plus grande et une immoralité plus avancée.

Toutefois, quand les temps de paix sont revenus et la social-démocratie s'est engagée à reconstruire les états capitalistes, beaucoup de ces chefs l'ont fait, pour ainsi dire, avec une certaine « dignité ».

Après la grande trahison, une bonne partie des chefs sociaux-démocrates, dans diverses parties du monde, sont arrivés au parlement ou aux intendances de certaines villes et ont continué à y exercer leur mandat d'une manière différente de celle de la plupart des chefs des partis bourgeois. Qui plus est, beaucoup ont continué à être incorruptibles, à tel point qu'ils ont abandonné la vie publique, plus pauvres qu'ils y étaient entrés.

De ces réformistes « honnêtes », sauf quelques rares exceptions, il ne reste que la mémoire.

Dans les dernières décennies, les partis sociaux-démocrates sont arrivés au gouvernement dans un grand nombre de pays et ils ne se sont différenciés en rien des partis bourgeois, quant à la façon de s'occuper de politique. C'est-à-dire qu'ils arrivent au pouvoir, non seulement pour administrer le capitalisme mais aussi pour en obtenir des avantages personnels maximaux.

A partir de la restauration du capitalisme dans l'Est européen, beaucoup d'organisations qui combattaient les gouvernements bourgeois et l'impérialisme, y compris avec les armes, ont cessé de le faire et sont aujourd'hui au pouvoir de leurs pays respectifs. Par leur tradition de lutte, on s'attendait à ce qu'ils soient « plus éthiques », mais ces espoirs ont été frustrés. Les anciens militants sociaux et guérilleros ont à ce point exagéré dans leurs inquiétudes d'enrichissement personnel depuis le gouvernement, qu'une bonne partie des politiciens corrompus de la bourgeoisie paraissent même « moraux », en comparaison. La crise actuelle du gouvernement Lula et le PT au Brésil, où chaque jour apparaît un nouveau scandale de corruption, avec sa séquelle de fraudes, de vols, de mensonges, de persécutions et de meurtres, est un échantillon éclatant de ce que nous disons.

L'explication de la différence de comportement entre les réformistes d'antan et les réformistes actuels n'est pas à chercher dans l'idéologie ou dans la politique, puisque les uns et les autres ont le même objectif : les discours socialistes pour les jours de fête et l'administration du capitalisme pour le reste de l'année. L'explication se trouve dans le caractère du capitalisme que les uns et les autres ont eu à administrer.

Les réformistes d'avant la Première guerre mondiale aidaient à administrer un capitalisme ascendant. Les réformistes postérieurs à la Première guerre essayaient d'administrer un capitalisme qui, après être arrivé au maximum de sa potentialité, entamait sa décadence. Les réformistes actuels, au contraire, administrent un capitalisme en état avancé de décomposition. En cela réside la différence de comportement des uns et des autres.

La crise de la morale bourgeoise traditionnelle

Dans son époque progressiste, la bourgeoisie a imposé son idéologie et sa propre morale, comme classe dominante, à l'ensemble de la société: *« La base de cette morale reposait sur les nécessités de l'accumulation primitive capitaliste. La cellule fondamentale en était la famille patriarcale bourgeoise avec beaucoup d'enfants et la domination absolu du père. Les valeurs maximales étaient les membres de la famille, et le futur avec le souci d'accroissement conditionnait toutes les valeurs morales : l'épargne, la frugalité, l'obéissance servile des enfants et de la femme au chef de famille, l'accumulation d'un capital avant de se marier »*¹⁰

Aussi longtemps que le capitalisme développait les forces productives de l'ensemble de la planète, cette morale s'est imposée et s'est étendue à toutes les autres classes sociales, même à la classe antagonique de la bourgeoisie, le prolétariat.

Mais avec l'arrivée de la Première guerre mondiale, il est devenu évident que le capitalisme était arrivé à la limite de ses possibilités. Il ne pouvait déjà plus développer les forces productives. Les avancées scientifiques et techniques, qui ont continué à se développer, ont servi essentiellement au développement des forces destructives. La Seconde guerre mondiale et les guerres qui y ont fait suite jusqu'à nos jours, ont

¹⁰ Nahuel Moreno, *Morale bolchevique ou spontanéiste* 1969

montré cela. La crise et la décadence du capitalisme a été accompagnée de la crise de la morale bourgeoise traditionnelle, comme il fallait s'y attendre. Mais il n'y a pas eu une morale alternative basée sur le développement harmonieux des forces productives et sur la solidarité humaine. Il n'y a pas eu comme alternative une morale socialiste, pour la simple raison que la révolution socialiste n'a pas triomphé au niveau international, et a donc reculé, précisément à cause de cela, dans les pays où elle avait triomphé.

Le « tout est permis », un peu plus qu'un sport

Cette crise de la morale bourgeoise, sans une morale alternative qui la remplace, a donné comme résultat une décomposition morale. Dans son travail, Moreno parle de « vide moral » ou « amoralité » pour répondre à cette contradiction. Toutefois, en morale comme pour tant d'autres questions, il n'y a pas de place pour le vide. La crise de la morale bourgeoise traditionnelle a donné naissance à un nouveau type de morale, c'est-à-dire à une série de normes qu'il faut accomplir pour que le capitalisme, dans sa phase actuelle de décadence, puisse continuer à exister.

Cette nouvelle morale se manifeste dans toutes les sphères de la vie politique, économique et sociale de la planète, et comme il fallait s'y attendre, elle se manifeste aussi dans une des activités sociales qui s'est développée le plus partout dans le monde, le sport.

Le sport est compétition par excellence. Il n'y a rien de plus compétitif que le sport. Il y a toutefois des anthropologues qui sont arrivés à la conclusion qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Salomon Asch, qui a étudié le comportement des Indiens Hopi de l'Etat d'Arizona (Etats-Unis), a observé que « *lors de leurs jeux, les enfants en bas âge et même les adolescents ne s'intéressent jamais à compter les points gagnés ou perdus. Ils jouent au basket-ball pendant une heure sans savoir quelle équipe est gagnante et quelle est perdante. Ils continuent le jeu, simplement parce qu'ils l'aiment.* »¹¹ D'où vient ce type de comportement, tellement étrange pour les valeurs actuelles? C'est parce qu'il s'agit d'une communauté qui n'est pas encore sortie du communisme primitif, une communauté dans laquelle « *tous les*

¹¹ Cité par Ernest Mandel dans son *Traité d'économie marxiste* vol. I

individus doivent être traités de la même manière et personne ne doit être supérieur ou inférieur.

*La personne qui fait l'objet d'éloges ou qui se vante elle-même, est automatiquement soumise au ressentiment et à la critique des autres. La plupart des Indiens Hopi refusent d'être des contremaîtres ».*¹²

Cette scène décrite par Asch est inimaginable dans n'importe quelle société divisée en classes. Dans ces sociétés, le caractère compétitif du sport est l'expression du caractère compétitif de ces sociétés.

Dans la phase actuelle de putréfaction du capitalisme, avec son souci de maintenir ses taux de profits, la compétition pénètre de façon brutale dans toutes les activités humaines, au point d'avoir converti un beau sport, le football, dans « *le spectacle le plus développé et plus rentable de la planète* ». ¹³

Avec tant d'intérêts en jeu derrière ce sport, ce qui domine le football actuel n'est pas simplement la compétition entre les clubs et les sélections. Ce qui domine, c'est le « tout est permis », pour obtenir un résultat favorable, les contrats millionnaires, la corruption des clubs et des arbitres, la destruction physique du collègue, le dopage, la sauvagerie des supporters organisés. De cette façon, ce qui était un beau jeu ne fait déjà plus l'objet de jouissance, même pas pour les joueurs qui le pratiquent. A ce sujet, Felipe Scolari, qui a été le directeur technique de la dernière sélection brésilienne championne, a dit à la télévision brésilienne que, dans l'actuelle phase du football où les clubs ont été transformés en puissantes entreprises, un directeur technique ne se différencie pas d'un autre en fonction des grands jeux qu'il peut créer. Il disait : « *Nous, les directeurs techniques, nous connaissons tous les mêmes jeux. Ce qui nous différencie ne se situe pas à ce niveau, mais dans l'activité que le directeur technique doit développer pour obtenir que les joueurs aiment à nouveau jouer au football.* »

Le « tout est permis » s'est étendu pratiquement à tous les sports professionnels, à un tel point qu'un nouveau sport est apparu, le « combat libre » qui est le « tout est permis » par excellence.¹⁴ C'est un

¹² Ibidem

¹³ La revue *Carta Capital*, Pag.15, 3/5/2006, Brésil

¹⁴ « Vale tudo » (tout vaut, tout est permis) est le nom de la version brésilienne de ce « sport » que nous avons désigné par « combat libre ». En anglais, on le désigne par « No rules ».

« sport » où les deux adversaires sont enfermés dans une espèce de cage où ils doivent se faire face en faisant appel à n'importe quelle méthode de lutte, et où l'arbitre fait très peu pour préserver l'intégrité physique des athlètes, étant donné que pratiquement tous les coups sont permis, comme le nom l'indique.

L'existence de ce « sport » et, plus encore, le fait d'entraîner des multitudes partout dans le monde (il est déjà un des plus populaires aux Etats-Unis) est un reflet au niveau des coutumes, du développement d'une nouvelle morale, au détriment de la morale bourgeoise traditionnelle.

Pourquoi des millions de personnes, partout dans le monde, sont-ils attirés par ce sport? Parce qu'il devient un guide pour l'action, dans la lutte quotidienne pour la survie. Parce que le capitalisme dans sa décadence fait que le « tout est permis » soit présent quotidiennement dans la vie des personnes. C'est le « tout est permis » des entreprises pour maintenir leurs profits. C'est le « tout est permis » de l'impérialisme pour s'approprier des ressources naturelles. Et ce « tout est permis » des oppresseurs mène inévitablement au « tout est permis » des opprimés. Tout est permis pour obtenir un emploi, et tout est permis pour le garder. Tout est permis pour obtenir un logement. Tout est permis pour obtenir une place dans l'école ou à l'université. Le « tout est permis » des opprimés manifeste la lutte pour la subsistance dans un monde qui est détruit, jour après jour, par l'impérialisme en décadence.

Il n'y a donc pas de vide moral. La vieille morale bourgeoise du capitalisme progressiste est remplacée par une morale, bourgeoise aussi mais décadente et en putréfaction, qui est la morale du « tout est permis ».

La morale révolutionnaire et le « tout est permis »

Mais y a-t-il donc une morale socialiste qui s'oppose à la morale du « tout est permis »? Non. Il n'y en a pas et il ne peut y en avoir, aussi longtemps que ne triomphe le socialisme au niveau international. Il y a toutefois la morale des militants révolutionnaires pour le socialisme, qui est réglée par ce que disaient Lénine et Trotsky, pour qui tout ce qui mène à la destruction du capitalisme impérialiste et au socialisme est moral et tout ce qui s'y oppose est immoral.

Cette « morale communiste » à laquelle se réfère Lénine, existe aujourd'hui dans les organisations révolutionnaires, mais il est nécessaire de donner beaucoup d'importance à ce que disait Moreno et que nous avons cité précédemment : *« Les camarades qui s'incorporent au parti [...] viennent d'une société en faillite, nauséabonde [...] et cela ne manque pas de se refléter dans les rangs du parti, puisque nous ne vivons pas dans une tour d'ivoire mais dans cette société. »*

La morale du « tout est permis » au niveau des opprimés, a souvent des éléments progressifs, quand le « tout est permis » est utilisé contre les patrons, contre les gouvernements bourgeois et contre l'impérialisme, mais cette morale, dans la mesure où elle exprime la lutte pour la survie, devient extrêmement négative quand elle mène à la confrontation entre les exploités et les opprimés, quand le « tout est permis » signifie l'enrichissement au prix de ses frères de classe, quand le « tout est permis » signifie attaquer une personne plus faible, souvent une femme, pour parvenir à ses fins, quand le « tout est permis » signifie calomnier un camarade.

La morale des organisations révolutionnaires vit sous la menace permanente de la morale bourgeoise extérieure au parti, ce qui oblige les révolutionnaires à être en état d'alerte permanente.

Il en a été ainsi toujours, et il en sera ainsi, tant que nous n'arrivons pas au communisme au niveau mondial, mais il est nécessaire de faire sonner une alerte. Ce qui était vrai à l'époque de Lénine et de Trotsky, et plus récemment à l'époque de Moreno, est beaucoup plus vrai dans l'étape actuelle où, à partir de la restauration du capitalisme dans les états ouvriers, le « tout est permis » c'est développé avec une force et une vitesse vertigineuse. Il y a des dizaines d'exemples de militants révolutionnaires de longue trajectoire, qui ont adhéré à cette nouvelle morale. Pire encore, pas mal d'organisations révolutionnaires ont « baissé la garde », et quand elles sont surprises par ce type d'événements, elles tendent à les justifier en fonction des qualités politiques de tel ou tel personnage immoral.

Notre objectif avec ce Dossier est, précisément, d'aider les organisations révolutionnaires à « se mettre en garde », en reprenant

un débat que nous ne devrions jamais avoir négligé sur cette importante question.

Leur morale et la nôtre

Léon Trotsky
Coyoacan, le 16 février 1938



On voit, dans les époques de réaction triomphante, MM. les démocrates, sociaux-démocrates, anarchistes et autres représentants de la gauche, sécréter de la morale en quantité double, de même que les gens transpirent davantage quand ils ont peur.

Amoralisme marxiste et vérités éternelles

Le reproche le plus commun et le plus impressionnant que l'on adresse à l'« amoralisme » bolchevik emprunte sa force à la prétendue règle jésuitique du bolchevisme : La fin justifie les moyens. De là, on en vient aisément à la conclusion suivante : les trotskystes, comme tous les bolcheviks (ou marxistes), n'admettant pas les principes de la

morale, il n'y a pas de différence essentielle entre trotskysme et stalinisme. Ce qu'il fallait démontrer. [...]

Si nous voulions prendre MM. nos censeurs au sérieux, nous devrions tout d'abord leur demander quels sont leurs propres principes de morale. Une question qui resterait sans doute sans réponse.

« La fin justifie les moyens »

L'ordre des Jésuites, fondé dans la première moitié du XVI^e siècle pour combattre le protestantisme, n'enseigna jamais que « tout » moyen, fût-il criminel du point de vue de la morale catholique, est admissible pourvu qu'il mène au but, c'est-à-dire au triomphe du catholicisme. Cette doctrine contradictoire et psychologiquement inconcevable fut malignement attribuée aux Jésuites par leurs adversaires protestants -- et parfois catholiques -- qui, eux, ne s'embarrassaient pas du choix des moyens pour atteindre « leurs » fins.

Les théologiens jésuites, préoccupés, comme ceux des autres écoles, par le problème du libre-arbitre, enseignaient en réalité qu'un moyen peut être indifférent par lui-même, mais que la justification ou la condamnation d'un moyen donné est commandée par la fin. Un coup de feu est par lui-même indifférent ; tiré sur le chien enragé qui menace un enfant, c'est une bonne action ; tiré pour tuer ou faire violence, c'est un crime. Les théologiens de l'ordre ne voulaient rien dire de plus que ces lieux communs. Quant à leur morale pratique, les Jésuites n'ont pas été pires que les autres moines ou les curés catholiques; au contraire, ils les dépassaient; ou en tout cas, ils étaient plus conséquents, plus audacieux, plus perspicaces que les autres [...].

Des « règles nécessaires de la morale »

[...] N'y a-t-il pas pourtant des règles élémentaires de morale, élaborées par le développement de l'humanité tout entière et nécessaires à la vie de toute collectivité ? Il y en a, certes, mais leur efficacité est très instable et limitée. Les normes « impératives pour tous » sont d'autant moins efficaces que la lutte des classes devient plus âpre. La guerre civile, forme culminante de la lutte des classes, abolit violemment tous les liens moraux entre les classes ennemies.

Placé dans des conditions « normales », l'homme « normal » observe le commandement: « Tu ne tueras point ! » Mais s'il tue dans les circonstances exceptionnelles de la légitime défense, le jury

l'acquitte. Si, au contraire, il tombe victime d'une agression, l'agresseur sera tué par décision de justice. La nécessité d'une justice et de la légitime défense découle de l'antagonisme des intérêts. Pour ce qui est de l'Etat, il se contente en temps de paix de légaliser les exécutions d'individus pour, en temps de guerre, transformer le « Tu ne tueras point » en un commandement diamétralement opposé. Les gouvernements les plus humains qui « détestent » la guerre en temps de paix font, en temps de guerre, de l'extermination d'une partie aussi grande que possible de l'humanité, le devoir de leurs armées.

Les règles « généralement reconnues » de la morale gardent le caractère algébrique, c'est-à-dire indéfini, qui leur est propre. Elles expriment seulement le fait que l'homme, dans son comportement individuel, est lié par certaines normes générales, puisqu'il appartient à la société. L'« impératif catégorique » de Kant est la plus haute généralisation de ces normes. Mais en dépit de la situation éminente que cet impératif occupe dans l'Olympe philosophique, il n'a rien, absolument rien de catégorique, n'ayant rien de concret. C'est une forme sans contenu.

La cause du vide des formes obligatoires pour tous c'est que, dans toutes les circonstances importantes, les hommes ont un sentiment beaucoup plus immédiat et plus profond de leur appartenance à une classe sociale qu'à la « société ». Les normes de morale « obligatoire pour tous » reçoivent en réalité un contenu de classe, en d'autres termes, antagonique. La norme morale est d'autant plus catégorique qu'elle est moins « obligatoire pour tous ». La solidarité ouvrière, surtout dans les grèves ou derrière les barricades, est infiniment plus catégorique que la solidarité humaine en général.

La bourgeoisie, dont la conscience de classe est très supérieure, par sa plénitude et son intransigeance, à celle du prolétariat, a un intérêt vital à imposer « sa » morale aux classes exploitées. Les normes concrètes du catéchisme bourgeois sont camouflées à l'aide d'abstractions morales placées elles-mêmes sous l'égide de la religion, de la philosophie ou de cette chose hybride qu'on appelle le « bon sens ». L'invocation des normes abstraites n'est pas une erreur désintéressée de la philosophie, mais un élément nécessaire du mécanisme de la

lutte des classes. Faire ressortir cette duperie, dont la tradition remonte à des millénaires, est le premier devoir du révolutionnaire prolétarien.

La crise de la morale démocratique

Pour assurer le triomphe de leurs intérêts dans les grandes questions, les classes dominantes se voient obligées de céder quelque chose sur les questions secondaires, -- tant que, bien entendu, ces concessions demeurent avantageuses. Au temps de l'essor du capitalisme et surtout dans les dernières décades de l'avant-guerre, ces concessions, tout au moins à l'égard des couches supérieures du prolétariat, furent tout à fait réelles. L'industrie était en plein développement. Le bien-être des nations civilisées -- et particulièrement de leurs masses ouvrières -- s'accroissait. La démocratie paraissait inébranlable. Les organisations ouvrières grandissaient: les tendances réformistes aussi. Les rapports entre les classes s'adoucissaient, en tout cas extérieurement. Ainsi s'établissaient, dans les relations sociales, à côté des normes de la démocratie et des habitudes de paix sociale, des règles élémentaires de morale. On avait l'impression de vivre dans une société en train de devenir de plus en plus libre, juste et humaine. Le « bon sens » tenait pour infinie la courbe ascendante du progrès.

Elle ne l'était pas; la guerre éclata, suivie de bouleversements, de crises, de catastrophes, d'épidémies, de retours à la barbarie. La vie économique de l'humanité se trouva dans une impasse. Les antagonismes de classes s'aggravèrent et se démasquèrent. L'un après l'autre, on vit sauter les mécanismes de sûreté de la démocratie. Les règles élémentaires de la morale se révélèrent plus fragiles encore que les institutions démocratiques et les illusions du réformisme. Le mensonge, la calomnie, la corruption, la violence, le meurtre prirent des proportions inouïes. Les esprits simples, confondus, crurent que c'étaient là les conséquences momentanées de la guerre. Ces désagréments étaient et demeurent en réalité les manifestations du déclin de l'impérialisme. La gangrène du capitalisme entraîne celle de la société moderne, droit et morale compris. [...]

Morale et Révolution

Il ne manque pas, parmi les libéraux et les radicaux, de gens ayant assimilé les méthodes matérialistes de l'interprétation des événements et qui se considèrent comme marxistes, ce qui ne les empêche pas de

demeurer des journalistes, des professeurs ou des hommes politiques bourgeois. Le bolchevik ne se conçoit pas, cela va sans dire, sans méthode matérialiste, en morale comme ailleurs. Mais cette méthode ne lui sert pas seulement à interpréter les événements, elle lui sert aussi à former le parti révolutionnaire du prolétariat, tâche qui ne peut être accomplie que dans une indépendance complète à l'égard de la bourgeoisie et de sa morale. Or l'opinion publique bourgeoise domine en fait, pleinement, le mouvement ouvrier officiel, de William Green aux Etats-Unis à Garcia Oliver en Espagne en passant par Léon Blum et Maurice Thorez en France. Le caractère réactionnaire de la période présente trouve dans ce fait son expression la plus profonde.

Le marxiste révolutionnaire ne saurait aborder sa tâche historique sans avoir rompu moralement avec l'opinion publique de la bourgeoisie et de ses agents au sein du prolétariat. Cette rupture-là exige un courage moral d'un autre calibre que celui des gens qui vont criant dans les réunions publiques : « A bas Hitler, à bas Franco! » Et c'est justement cette rupture décisive, profondément réfléchie, irrévocable, des bolcheviks avec la morale conservatrice de la grande et aussi de la petite-bourgeoisie, qui cause une frayeur mortelle aux phraseurs de la démocratie, aux prophètes de salons, aux héros de couloirs. De là leurs lamentations sur l'« amoralisme » des bolcheviks. [...]

Les centristes « admettent » la révolution prolétarienne comme les kantians l'impératif catégorique, c'est-à-dire comme un principe sacré inapplicable dans la vie quotidienne. En politique pratique, ils s'unissent aux pires ennemis de la révolution, réformistes et staliniens, contre nous. Leur pensée est pénétrée de duplicité et d'hypocrisie. S'ils ne s'élèvent pas, en règle générale, à des crimes saisissants, c'est parce qu'ils demeurent toujours à l'arrière-plan de la politique : ce sont en quelque sorte les pickpockets de l'histoire, et c'est justement pourquoi ils se croient appelés à doter le mouvement ouvrier d'une nouvelle morale. [...]

La Révolution et les otages

Staline fait arrêter et fusiller les enfants de ses adversaires, fusillés eux-mêmes sur des accusations fausses. Les familles lui servent d'otages pour contraindre les diplomates soviétiques, capables

d'émettre un doute sur la probité de Iagoda ou de Ejov, à revenir de l'étranger. Les moralistes du « Neuer Weg » croient devoir rappeler à ce propos que Trotsky usa « lui aussi » en 1919 d'une loi des otages. Mais il faut citer textuellement: « *L'arrestation des familles innocentes par Staline est d'une barbarie révoltante. C'est encore une action barbare quand elle est commandée par Trotsky (1919).* » Voilà bien la morale idéaliste dans toute sa beauté ! Ses critères sont aussi mensongers que les normes de la démocratie bourgeoise : on suppose dans les deux cas l'égalité où il n'y a pas l'ombre d'égalité.

N'insistons pas ici sur le fait que le décret de 1919 ne fit très probablement fusiller personne d'entre les parents des officiers dont la trahison nous coûtait des vies sans nombre et menaçait de tuer la révolution. Au fond, ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Si la révolution avait fait preuve dès le début de moins d'inutile générosité, des milliers de vies eussent été épargnées par la suite. Quoi qu'il en soit, je porte l'entière responsabilité du décret de 1919. Ce fut une mesure nécessaire dans la lutte contre les oppresseurs. Ce décret, comme toute la guerre civile, que l'on pourrait aussi appeler à juste titre une « révoltante barbarie », n'a d'autre justification que l'objet historique de la lutte.

Laissons à un Emil Ludwig et à ses pareils le soin de nous faire des portraits d'un Abraham Lincoln orné de petites ailes roses. L'importance de Lincoln vient de ce que, pour atteindre le grand but historique assigné par le développement du jeune peuple américain, il ne recula pas devant l'application des mesures les plus rigoureuses quand elles furent nécessaires. La question n'est même pas de savoir lequel des belligérants subit ou infligea les plus lourdes pertes. L'histoire a des mesures différentes pour les cruautés des sudistes et des nordistes dans la guerre de Sécession des Etats-Unis. Que de méprisables eunuques ne viennent pas soutenir que l'esclavagiste qui, par la ruse et la violence, enchaîne un esclave est devant la morale l'égal de l'esclave qui, par la ruse et la violence, brise ses chaînes !

Quand la Commune de Paris eut été noyée dans le sang et que la canaille réactionnaire du monde entier se mit à traîner son drapeau dans la boue, il se trouva de nombreux philistins démocrates pour flétrir, avec la réaction, les Communards qui avaient exécuté 64 otages

et parmi eux l'archevêque de Paris. Marx n'hésita pas un instant à prendre la défense de cette sanglante action de la Commune. Dans une circulaire du Conseil Général de l'Internationale, Marx rappelle -- et l'on croit entendre des laves bouillonner sous ces lignes -- que la bourgeoisie usa du système des otages dans la lutte contre les peuples des colonies et dans la lutte contre son propre peuple. Parlant ensuite des exécutions méthodiques des Communards prisonniers, il écrit: « *Il ne restait plus à la Commune, pour défendre la vie de ses combattants prisonniers, qu'à recourir à la prise des otages, coutumière chez les Prussiens. La vie des otages fut perdue et reperdue du fait que les Versaillais continuaient à fusiller leurs prisonniers. Eût-il été possible d'épargner les otages après l'horrible carnage dont les prétoriens de Mac-Mahon marquèrent leur entrée dans Paris ? Le dernier contrepois à la sauvagerie du gouvernement bourgeois -- la prise des otages -- allait-il n'être que dérision ?* » Tel fut le langage de Marx sur l'exécution des otages, bien qu'il eût derrière lui, au Conseil Général de l'Internationale, bon nombre de Fermer Brockway, de Norman Thomas et autres Otto Bauer. L'indignation du prolétariat mondial, devant les atrocités commises par les Versaillais, était encore si grande que les brouillons réactionnaires préférèrent se taire, en attendant des temps meilleurs pour eux, -- et ces temps, hélas ! ne tardèrent pas à venir. Les moralistes petits-bourgeois unis aux fonctionnaires de Trade Unions et aux phraseurs anarchistes ne torpillèrent la Première Internationale que lorsque la réaction eut décidément triomphé.

Quand la révolution d'Octobre résistait aux forces réunies de l'impérialisme sur un front de 8 000 kilomètres, les ouvriers de tous les pays suivaient cette lutte avec une sympathie si ardente qu'il eût été risqué de dénoncer devant eux comme une « révoltante barbarie » la prise des otages. Il a fallu la dégénérescence totale de l'Etat soviétique et le triomphe de la réaction en divers pays pour que les moralistes sortissent de leurs trous... et vinssent au secours de Staline. Car, si les mesures de répression prises pour défendre les privilèges de la nouvelle aristocratie ont la même valeur morale que les mesures révolutionnaires prises dans la lutte libératrice, Staline est pleinement

justifié, à moins que... à moins que la révolution prolétarienne ne soit condamnée en bloc.

Messieurs les moralistes, tout en cherchant des exemples d'immoralité dans la guerre civile de Russie, sont obligés de fermer les yeux sur le fait que la guerre civile en Espagne a aussi rétabli la loi des otages, dans la période en tout cas où il y eut une véritable révolution des masses. Si les détracteurs ne se sont pas encore permis de condamner la « révoltante barbarie » des ouvriers d'Espagne, c'est seulement parce que le terrain de la péninsule ibérique est trop brûlant sous leurs pieds. Il leur est beaucoup plus commode de revenir à 1919. C'est déjà de l'histoire. Les vieux ont eu le temps d'oublier, les jeunes n'ont pas eu celui d'apprendre. Pour la même raison, les Pharisiens de toutes nuances reviennent avec tant d'opiniâtreté sur Cronstadt et Makhno: les sécrétions morales peuvent ici se donner libre cours ! [...]

L'« amoralisme » de Lénine

Les socialistes-révolutionnaires russes furent toujours les hommes les plus moraux ; ils n'étaient au fond que pure éthique. Ce qui ne les empêcha pas de tromper les paysans pendant la révolution. L'un d'entre eux, Zenzinov, écrit dans l'organe parisien de Kérénsky -- de ce socialiste éthique qui fut le précurseur de Staline dans la fabrication de faux contre les bolcheviks : « *Lénine enseigne, comme on sait, que, pour atteindre la fin qu'ils s'assignent, les bolcheviks peuvent et parfois doivent "user de divers stratagèmes, du silence et de la dissimulation de la vérité"...* »¹⁵

Par malheur, ce détracteur si moral ne sait même pas produire honnêtement une citation. Lénine a écrit : « *Il faut savoir consentir à tout, à tous les sacrifices et même -- en cas de nécessité -- user de stratagèmes variés, de ruses, de procédés illégaux, du silence, de la dissimulation de la vérité pour pénétrer dans les syndicats, y demeurer, y poursuivre à tout prix l'action communiste.* » La nécessité des stratagèmes et des ruses, d'après l'explication de Lénine, découlait du fait que la bureaucratie réformiste, livrant les ouvriers au capital, persécutait les révolutionnaires et en appelait même contre eux à la police bourgeoise. La « ruse » et « la dissimulation de la vérité » ne

¹⁵ Novaya Rossiia, 17 février 1938.

sont en l'occurrence que les moyens d'une légitime défense contre la perfidie de la bureaucratie réformiste.

Le parti de Zenzinov combattit autrefois, dans l'illégalité, l'ancien régime, puis le bolchevisme. Dans les deux cas, il usa de ruses, de stratagèmes, de faux passeports et d'autres formes de « dissimulation de la vérité ». Tous ces moyens étaient considérés par lui non seulement comme moraux, mais encore comme héroïques parce qu'ils correspondaient aux fins de la démocratie petite-bourgeoise. Mais leur situation change sitôt que les révolutionnaires prolétariens se voient obligés de recourir aux moyens de l'illégalité contre cette démocratie. La clé de l'éthique de ces messieurs est, on le voit, dans leur esprit de classe !

L'« amoraliste » de Lénine recommande ouvertement, au grand jour de la presse, d'user de ruses de guerre à l'égard des leaders qui trahissent le mouvement ouvrier. Le moraliste Zenzinov tronque sciemment ce texte, de deux côtés, afin de tromper ses lecteurs. Le détracteur si moral n'est, comme de coutume, qu'un filou sans envergure. Lénine n'avait pas tort de répéter qu'il est terriblement difficile de rencontrer un adversaire de bonne foi !

L'ouvrier qui ne cache pas au capitaliste la « vérité » sur les intentions des grévistes est tout bonnement un traître qui ne mérite que mépris et boycottage. Le soldat qui communique la « vérité » à l'ennemi est puni comme espion. Kérensky lui-même tenta d'accuser frauduleusement les bolcheviks d'avoir communiqué la « vérité » à Ludendorff. Ainsi la « sainte vérité » ne serait pas une fin en soi ? Des critères impératifs la dominant, qui, l'analyse le démontre, ressortissent de l'esprit de classe.

La lutte à mort ne se conçoit pas sans ruse de guerre, en d'autres termes sans mensonge et tromperie. Les prolétaires allemands peuvent-ils ne point tromper la police de Hitler ? Les bolcheviks soviétiques manqueraient-ils à la morale en trompant le Guépéou ? L'honnête bourgeois applaudit à l'habileté du policier qui réussit à s'emparer par la ruse d'un dangereux gangster. Et la ruse ne serait pas permise quand il s'agit de renverser les gangsters de l'impérialisme ? [...]

« *Tout ce qui naît est digne de périr* », dit le dialecticien Goethe. La fin du parti bolchevik -- épisode de la réaction mondiale -- ne diminue pas l'importance de ce parti dans l'histoire du monde. A l'époque de son ascension révolutionnaire, c'est-à-dire quand il représenta réellement l'avant-garde prolétarienne, ce fut le parti le plus honnête de l'histoire. Quand il l'a pu, il a naturellement trompé les classes ennemies ; puis il a dit la vérité aux travailleurs, toute la vérité, rien que la vérité. Grâce à quoi, uniquement, il a conquis leur confiance comme nul autre parti au monde.

Les commis des classes dirigeantes traitent le bâtisseur de ce parti d'« immoraliste ». Aux yeux des ouvriers conscients, cette accusation lui fait honneur. Elle signifie que Lénine refusait hautement d'admettre les normes de morale établies par les esclavagistes pour les esclaves -- et que les esclavagistes n'observèrent jamais eux-mêmes; Elle signifie que Lénine invitait le prolétariat à étendre la lutte des classes au domaine de la morale. Celui qui s'incline devant les règles établies par l'ennemi ne vaincra jamais !

L'« amoralisme » de Lénine, c'est-à-dire son refus d'admettre une morale supérieure aux classes, ne l'empêcha pas de demeurer toute sa vie fidèle au même idéal ; de se donner entièrement à la cause des opprimés; de se montrer hautement scrupuleux dans la sphère des idées et intrépide dans l'action ; de n'avoir pas la moindre suffisance à l'égard du « simple ouvrier », de la femme sans défense et de l'enfant. Ne semble-t-il pas que l'amoralisme n'est dans ce cas que le synonyme d'une morale humaine plus élevée ?

Un épisode édifiant

Il est sans doute utile de relater ici un épisode qui, bien que de peu d'importance par lui-même, illustre assez bien la différence entre « leur » morale et « la nôtre ». Je développai en 1935 dans des lettres à mes amis belges l'idée qu'un jeune parti révolutionnaire qui tenterait de créer « ses propres » syndicats irait au suicide. Il faut aller trouver les ouvriers où ils sont. Mais c'est cotiser pour l'entretien d'un appareil opportuniste ? Evidemment, répondais-je, le droit de saper les réformistes, il faut le leur payer. Mais les réformistes ne nous permettront pas de faire contre eux un travail de sape ? Evidemment, répondais-je encore, le travail de sape exige quelques précautions

conspiratrices. Les réformistes forment la police politique de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Il faut savoir agir sans leur permission et malgré leurs interdictions... Au cours d'une perquisition faite par hasard chez le camarade D., à la suite si je ne me trompe d'une affaire de fourniture d'armes à l'Espagne ouvrière, la police belge saisit ma lettre. Quelques jours plus tard, cette lettre était publiée. La presse de Vandervelde, de Man et Spaak ne ménagea pas ses foudres à mon « machiavélisme » ou « jésuitisme ». Mais quels étaient mes censeurs ?

Président de la II Internationale depuis de longues années, Vandervelde était depuis longtemps devenu l'homme de confiance du capital en Belgique. De Man, après avoir employé pendant des années des tomes massifs à ennoblir le socialisme en le gratifiant d'une morale idéaliste et en se rapprochant à la dérobée de la religion, mit à profit la première occasion pour tromper les ouvriers et devenir un ordinaire ministre de la bourgeoisie. Pour Spaak, la chose est plus frappante encore. Dix-huit mois auparavant, ce monsieur, appartenant à l'opposition socialiste de gauche, était venu me demander conseil sur les méthodes de lutte à employer contre la bureaucratie de Vandervelde. Je lui avais exposé les idées qui par la suite se retrouvèrent dans ma lettre. Un an plus tard, il renonçait aux épines pour la rose. Trahissant ses amis de l'opposition, il devenait un des ministres les plus cyniques du capital belge. Dans les syndicats et dans leur parti, ces messieurs étouffent toute critique, démoralisent et corrompent systématiquement les travailleurs les plus avancés et excluent tout aussi systématiquement les indociles. Ils ne diffèrent du Guépéou qu'en ce qu'ils procèdent pour le moment sans effusion de sang ; en leur qualité de bons patriotes, ils réservent le sang ouvrier pour la prochaine guerre impérialiste. Et c'est clair : il faut être une émanation de l'enfer, un « Cafre », un bolchevik, pour donner aux ouvriers révolutionnaires le conseil d'observer dans la lutte contre ces messieurs les règles de la conspiration !

Du point de vue de la légalité belge, ma lettre ne contenait rien de délictueux. La police d'un pays démocratique eût été tenue de la restituer au destinataire, avec excuses. La presse du parti socialiste aurait dû protester contre une perquisition dictée par le souci des

intérêts du général Franco. Messieurs les socialistes n'éprouvèrent cependant pas la moindre gêne à tirer parti du service indiscret que leur offrait la police ; sans quoi ils n'eussent pas eu cette heureuse occasion de manifester une fois de plus la supériorité de leur morale sur l'amoralisme des bolcheviks.

Tout est symbolique dans cet épisode. Les socialistes belges m'ont accablé sous leur indignation juste au moment où leurs camarades de Norvège nous gardaient, ma femme et moi, sous les verrous, pour que nous ne puissions pas nous défendre contre les accusations du Guépéou. Le gouvernement norvégien savait parfaitement que les accusations de Moscou étaient forgées ; l'organe officiel de la social-démocratie norvégienne l'écrivit en toutes lettres dès les premiers jours. Mais Moscou frappa les armateurs et les marchands de poisson norvégiens au gousset, -- et messieurs les sociaux-démocrates se mirent aussitôt à plat ventre. Le chef du parti, Martin Tranmael, est plus qu'une autorité en matière de morale ; c'est un juste : il ne boit ni ne fume, est végétarien et se baigne l'hiver dans l'eau glacée. Cela ne l'empêcha pas, après nous avoir fait arrêter sur l'ordre du Guépéou, d'inviter l'agent norvégien du Guépéou, Jacob Friese, bourgeois sans honneur ni conscience, à me calomnier tout spécialement. Mais assez...

La morale de ces messieurs consiste en règles conventionnelles et en procédés oratoires destinés à couvrir leurs intérêts, leurs appétits, leurs craintes. Ils sont pour la plupart prêts à toutes les bassesses -- au reniement, à la perfidie, à la trahison -- par ambition et lucre. Dans la sphère sacrée des intérêts personnels, la fin justifie pour eux tous les moyens. C'est justement pourquoi il leur faut un code moral particulier, pratique et en même temps élastique, comme de bonnes bretelles. Ils détestent quiconque livre aux masses leurs secrets professionnels. En temps de paix, leur haine s'exprime par des injures, vulgaires ou « philosophiques ». Quand les conflits sociaux revêtent la forme la plus aiguë, comme en Espagne, ces moralistes, de conserve avec le Guépéou, exterminent les révolutionnaires. Puis, pour se justifier, ils répètent que « trotskisme et stalinisme sont une seule et même chose ».

Interdépendance dialectique de la fin et des moyens

Le moyen ne peut être justifié que par la fin. Mais la fin a aussi besoin de justification. Du point de vue du marxisme, qui exprime les intérêts historiques du prolétariat, la fin est justifiée si elle mène à l'accroissement du pouvoir de l'homme sur la nature et à l'abolition du pouvoir de l'homme sur l'homme.

Serait-ce que pour atteindre cette fin tout est permis, nous demandera sarcastiquement le philistin, révélant qu'il n'a rien compris. Est permis, répondrons-nous, tout ce qui mène réellement à la libération des hommes. Cette fin ne pouvant être atteinte que par les voies révolutionnaires, la morale émancipatrice du prolétariat a nécessairement un caractère révolutionnaire. De même qu'aux dogmes de la religion, elle s'oppose irréductiblement aux fétiches, quels qu'ils soient, de l'idéalisme, ces gendarmes philosophiques de la classe dominante. Elle déduit les règles de la conduite des lois du développement social, c'est-à-dire avant tout de la lutte des classes, qui est la loi des lois.

Le moraliste insiste encore: serait-ce que dans la lutte des classes contre le capitalisme tous les moyens sont permis ? Le mensonge, le faux, la trahison, l'assassinat « et cætera » ?

Nous lui répondons : ne sont admissibles et obligatoires que les moyens qui accroissent la cohésion du prolétariat, lui insufflent dans l'âme une haine inextinguible de l'oppression, lui apprennent à mépriser la morale officielle et ses suiveurs démocrates, le pénètrent de la conscience de sa propre mission historique, augmentent son courage et son abnégation. Il découle de là précisément que tous les moyens ne sont point permis. Quand nous disons que la fin justifie les moyens, il en résulte pour nous que la grande fin révolutionnaire repousse, d'entre ses moyens, les procédés et les méthodes indignes qui dressent une partie de la classe ouvrière contre les autres ; ou qui tentent de faire le bonheur des masses sans leur propre concours ; ou qui diminuent la confiance des masses en elles-mêmes et leur organisation en y substituant l'adoration des « chefs ». Par-dessous tout, irréductiblement, la morale révolutionnaire condamne la servilité à l'égard de la bourgeoisie et la hauteur à l'égard des travailleurs, c'est-

à-dire un des traits les plus profonds de la mentalité des pédants et des moralistes petits-bourgeois.

Ces critères ne disent pas, cela va de soi, ce qui est permis ou inadmissible dans une situation donnée. Il ne saurait y avoir de pareilles réponses automatiques. Les questions de morale révolutionnaire se confondent avec les questions de stratégie et de tactique révolutionnaire. L'expérience vivante du mouvement, éclairée par la théorie, leur donne la juste réponse.

Le matérialisme dialectique ne sépare par la fin des moyens. La fin se déduit tout naturellement du devenir historique. Les moyens sont organiquement subordonnés à la fin. La fin immédiate devient le moyen de la fin ultérieure... Ferdinand Lassalle fait dire dans son drame, « Franz van Sickingen », à l'un de ses personnages :

*Ne montre pas seulement le but, montre aussi le chemin,
Car le but et le chemin sont tellement unis
Que l'un change avec l'autre et se meut avec lui
Et qu'un nouveau chemin révèle un autre but.*

Les vers de Lassalle sont fort imparfaits. Lassalle lui-même, et c'est plus fâcheux encore, s'écarta dans sa politique pratique de la règle qu'il exprimait ainsi : on sait qu'il en arriva à des négociations occultes avec Bismarck. Mais l'interdépendance de la fin et des moyens est bien exprimée dans ces quatre vers. Il faut semer un grain de froment pour obtenir un épi de froment.

Le terrorisme individuel est-il ou non admissible du point de vue de la « morale pure » ? Sous cette forme abstraite, la question est pour nous tout à fait vaine. Les bourgeois conservateurs suisses décernent encore des éloges officiels au terroriste Guillaume Tell. Nos sympathies vont sans réserve aux terroristes irlandais, russes, polonais, hindous, combattant un joug politique et national. Kirov, satrape brutal, ne suscite en nous aucune compassion. Nous ne demeurons neutres à l'égard de celui qui l'a tué que parce que nous ignorons ses mobiles. Si nous apprenions que Nikolaev a frappé consciemment dans le dessein de venger les ouvriers dont Kirov piétinait les droits, nos sympathies iraient sans réserve au terroriste. Mais ce qui décide à nos yeux ce n'est pas le mobile subjectif, c'est l'utilité objective. Tel moyen peut-il nous mener au but ? Pour le

terrorisme individuel, la théorie et l'expérience attestent le contraire. Nous disons au terroriste : il n'est pas possible de remplacer les masses ; ton héroïsme ne trouverait à s'appliquer utilement qu'au sein d'un mouvement de masses. Dans les conditions d'une guerre civile, l'assassinat de certains oppresseurs cesse d'être du terrorisme individuel. Si un révolutionnaire faisait sauter le général Franco et son état-major, on doute que cet acte puisse susciter l'indignation morale, même chez les eunuques de la démocratie. En temps de guerre civile, un acte de ce genre serait politiquement utile. Ainsi dans la question la plus grave -- celle de l'homicide -- les règles morales absolues sont tout à fait inopérantes. Le jugement moral est conditionné, avec le jugement politique, par les nécessités intérieures de la lutte.

L'émancipation des ouvriers ne peut être l'œuvre que des ouvriers eux-mêmes. Il n'y a donc pas de plus grand crime que de tromper les masses, de faire passer des défaites pour des victoires, des amis pour des ennemis, d'acheter des chefs, de fabriquer des légendes, de monter des procès d'imposture, -- de faire en un mot ce que font les staliniens. Ces moyens ne peuvent servir qu'à une fin : prolonger la domination d'une coterie déjà condamnée par l'histoire. Ils ne peuvent pas servir à l'émancipation des masses. Voilà pourquoi la IV Internationale soutient contre le stalinisme une lutte à mort.

Il va sans dire que les masses ne sont pas sans péché. Nous ne sommes pas enclins à les idéaliser. Nous les avons vues en des circonstances variées, à diverses étapes, au milieu des plus grands bouleversements. Nous avons observé leurs faiblesses et leurs qualités. Leurs qualités : la décision, l'abnégation, l'héroïsme trouvaient toujours leur plus haute expression dans les périodes d'essor de la révolution. A ces moments, les bolcheviks furent à la tête des masses. Un autre chapitre de l'histoire s'ouvrit ensuite, quand se révélèrent les faiblesses des opprimés: hétérogénéité, insuffisance de culture, manque d'horizon. Fatiguées, déçues, les masses s'affaiblèrent, perdirent la foi en elles-mêmes et cédèrent la place à une nouvelle aristocratie. Dans cette période les bolcheviks (les « trotskistes ») se trouvèrent isolés des masses. Nous avons pratiquement parcouru deux cycles semblables : 1897-1905, années de flux; 1907-1913, années de reflux; 1917-1923, années marquées par

un essor sans précédent dans l'histoire ; puis une nouvelle période de réaction qui n'est pas encore finie. Grâce à ces événements, les « trotskistes » ont appris à connaître le rythme de l'histoire, en d'autres termes la dialectique de la lutte des classes. Ils ont appris et, me semble-t-il, réussi à subordonner à ce rythme objectif leurs desseins subjectifs et leurs programmes. Ils ont appris à ne point désespérer parce que les lois de l'histoire ne dépendent pas de nos goûts individuels ou de nos critères moraux. Ils ont appris à subordonner leurs goûts individuels à ces lois. Ils ont appris à ne point craindre les ennemis les plus puissants, si la puissance de ces ennemis est en contradiction avec les exigences du développement historique. Ils savent remonter le courant avec la conviction profonde que l'afflux historique d'une puissance nouvelle les portera jusqu'à l'autre rive. Pas tous ; beaucoup se noieront en chemin. Mais participer au mouvement les yeux ouverts, avec une volonté tendue, telle est bien la satisfaction morale par excellence qui puisse être donnée à un être pensant !

P.S. J'écrivais ces pages sans savoir que, ces jours-là, mon fils luttait avec la mort. Je dédie à sa mémoire ce court travail qui, je l'espère, eût trouvé son approbation : car Léon Sédov était un révolutionnaire authentique et méprisait les pharisiens.

Morale bolchevique ou morale spontanéiste

Nahuel Moreno

Ce texte date de 1969, quelques mois après les événements qui sont entrés dans l'histoire comme le « Mai 68 » en France. A ce moment, Moreno était en prison au Pérou. Le parti trotskyste argentin dont Moreno a été le principal dirigeant, faisait alors partie la Quatrième Internationale réunifiée en 1963 sous la direction d'Ernest Mandel.



Pendant ces mois, mon contact avec le parti s'est fait à travers la correspondance, étant donné ma situation. Je ne peux pas me plaindre, car cette correspondance a été assez intense. Sans le vouloir, inspiré par

l'échange de lettres, j'ai commencé à m'occuper du problème de la morale, en déviant un peu de mon projet d'écrire un travail sur la situation péruvienne. Le fait est que plusieurs camarades qui m'écrivent, manifestent ou défendent des positions sur la morale que je considère comme étrangères à nos traditions et conceptions.

« *Il faut être honnête avec soi-même* », me dit-on, en répétant une vieille phrase à moi que j'ai apprise des maîtres. « *J'ai envie de vivre et je veux agir de la sorte.* » « *Le printemps, le parfum des fleurs, la conversation avec des camarades ou des amis font qu'il pourrait se passer n'importe quoi et tout ce qui arrive sera bien.* » « *Notre morale est de faire ce qui nous plait à tout moment.* » [...]

Pour être clair, je dirai que je considère qu'il y a tout un secteur du parti qui souffre d'un processus grave de dégénération sociale et politique, qui devient clochard et qui a adopté des positions sur le problème de la morale qui vont à l'encontre du fonctionnement et du renforcement de notre organisation. Le sujet est d'ailleurs ancré de manière beaucoup plus profonde dans la réalité contemporaine. Nous vivons l'époque la plus révolutionnaire de l'histoire, le dégagement par rapport à la société de classes, la préhistoire humaine face à son histoire. Cela signifie que nous passons de certains modes de vie, de

coutumes, de relations économiques et entre les sexes, de différentes sphères de l'activité sociale, archaïques, à de nouvelles formes. Mais ces nouvelles formes sont très loin d'avoir cristallisé, justement parce que nous sommes dans une époque de transition. Dans ces périodes historiques aucune norme n'est fixée de façon stable. Certaines normes s'effondrent et d'autres apparaissent. La morale n'est pas une exception, au contraire, c'est un des aspects de la vie qui souffre davantage de commotion. Les vieilles valeurs entrent en crise avant que les nouvelles triomphent et parviennent à se structurer. Toutes les époques de changement révolutionnaire nous ont montré une situation similaire de confusion morale, d'amoralisme officiel, de choc entre différentes morales. [...]

Les camarades qui s'incorporent au parti appartiennent, principalement, au secteur étudiantin, viennent d'une société en faillite, nauséabonde. [...] Ces camarades arrivent au parti, issus d'une société totalement corrompue, sans valeurs, où la famille, l'amitié et les relations entre les sexes sont totalement en crise. Ceci ne manque pas de se refléter dans les rangs du parti, puisque nous ne vivons pas dans une tour d'ivoire mais dans cette société.

Face à cette situation, il nous faut donc spécifier quel genre de morale nous avons ou même si nous en avons une.

Comment nos maîtres ont-ils envisagé le problème de la morale sur le plan théorique et pratique ?

Dans sa brochure bien connue *Leur morale et la nôtre*, le vieux¹⁶ a donné une orientation générale sur la morale révolutionnaire. En combattant la conception de la petite bourgeoisie, surtout la petite bourgeoisie intellectuelle - qui soutenait et soutient qu'il y a une morale au-dessus des classes, qui oblige toutes les personnes à respecter certains principes et obligations morales - il a revendiqué la relativité du caractère de classe de notre morale, comme de la morale en général.

Il n'y a pas de principes absolus, généraux, pour la morale, et la base de notre morale est la révolution prolétarienne. Tout ce qui la favorise dans notre conduite est moral, entre dans nos valeurs, et tout ce qui l'affaiblit ou va directement contre la révolution, est immoral. [...]

¹⁶ León Trotsky

Mentir face au mouvement de masses ne sert à rien, même si on le fait avec les meilleures intentions, puisque cela abaisse le niveau de compréhension des phénomènes politiques et sociaux par les travailleurs. C'est donc non seulement une erreur politique, mais une faute morale grave. Mais un camarade qui a une mission à accomplir dans un environnement ennemi doit mentir systématiquement, parce que son mensonge va en faveur du développement du parti et de la révolution. [...]

Qu'est-ce que la morale ?

L'homme vit en société, fait partie de groupements humains, de classes, de groupes, de familles, de nations, de quartiers. Afin de se maintenir et de se développer, ces structures sociales doivent imposer aux individus qui en font partie une série de normes, d'obligations qui garantissent la réalisation d'objectifs, comme la solidité de ces structures. [...] Il est important de comprendre le rôle social fondamental que les normes sociales accomplissent : c'est le moyen de garantir que l'individu, sous la pression des valeurs et des devoirs de son organisation sociale, répond aux besoins de cette organisation. Prenons comme exemple un syndicat. C'est une organisation sociale, qui a donc des normes et des devoirs moraux pour ses membres. Il s'agit, entre autres, de respecter toujours ce que les travailleurs décident par majorité, d'être solidaire avec tout personnel en grève, de ne jamais trahir une grève. Ces normes garantissent la solidité, le développement et la réalisation des objectifs de l'organisation syndicale. S'il n'y avait pas ces normes ou si elles n'étaient pas respectées, cette organisation disparaîtrait à court terme. Ces normes morales sont imposées en convainquant des individus, ainsi que par la pression morale et même physique de l'organisation sociale sur eux. La caractéristique est la pression morale, c'est-à-dire, l'avis collectif de l'organisation.

Autour de ce dernier aspect, apparaissent les points de contact et les différences entre le droit et la morale. Dans un sens, le droit est la morale plus un bâton, celui de l'Etat ou de tout autre superstructure. Mais le droit est beaucoup plus que cela, puisqu'il règle bien davantage de relations que la morale. Alors que la morale donne seulement des normes pour l'activité individuelle dans l'organisation,

le juridique donne les lois ou les résolutions qui essayent de réglementer toutes les relations existantes dans la société, entre les classes, les groupes, les individus, de tous les individus entre eux, mais au bénéfice d'une classe et appliqué par un Etat au service d'une même classe. Il s'ensuit que le droit utilise des moyens directement contraignants, la prison, les peines, propres de la force de l'Etat, alors que la morale utilisera la persuasion ou le rejet moral, c'est-à-dire de l'opinion du groupe.

Avec les coutumes, c'est à peu près pareil. Tout groupement social a ses habitudes de vie. On se salue d'une certaine manière, nous disons par exemple « holà camarades » et dans une autre organisation de gauche on dira « bonjour camarades », on organise des bals ou des soupers ou les deux à la fois. Chaque groupement social a ses habitudes quotidiennes de vivre, ses coutumes, sa façon pratique d'exister. Ces habitudes ou coutumes quotidiennes sont fondamentales pour la subsistance du groupement, mais elles ne constituent pas l'essence de ses relations. Les coutumes, ou certaines d'entre elles, peuvent changer sans affecter en rien le groupement. Il peut y avoir aussi quelques individus rares, qui ne saluent pas en disant « holà camarade » mais en disant « holà les amis ». Cela va contre la coutume mais n'affecte en rien la structure du groupement, dans ce cas notre parti. Les coutumes sont l'élément spontané du groupement, pris dans sa moyenne statistique. La morale plonge ses racines dans les coutumes mais elle est bien différente de celles-ci. Elle n'est pas toute la vie quotidienne comme les coutumes, mais un aspect privilégié de cette vie, un aspect qui concerne la survie de la structure sociale en question et par conséquent avec des normes strictes, sévères, essentielles, pour être appliquées par des individus.

Voici donc les trois étapes de cet aspect de la vie sociale. Les coutumes, c'est ce qui est spontané, général et quotidien de la vie et de la praxis de tout groupement social. La morale, ce sont quelques règles, normes, obligations, qui garantissent la survie, le développement et les fins du groupement social, à travers les individus qui en font partie. Le droit, c'est une superstructure qui tend à réglementer toutes les relations, non seulement les exceptions et les essentielles, comme les relations morales, mais toutes, depuis les

heures de réunion d'un parti, jusqu'aux relations entre les classes dans le droit public de l'Etat bourgeois.

Toute classe, toute organisation sociale a donc ses coutumes, sa morale et son droit, et notre parti, le parti bolchevique argentin, n'est pas une exception. Nous savons tous que nous avons nos coutumes, mais il y en a qui paraissent avoir oublié que nous avons aussi une morale et que nous avons notre droit (le statut).

La crise de la morale bourgeoise

Dans son époque ascendante et de plein épanouissement, la bourgeoisie a imposé une morale solide. La base de cette morale était donnée par les besoins de l'accumulation primitive capitaliste. La cellule fondamentale en était la famille patriarcale bourgeoise, avec beaucoup d'enfants et la dominion absolu du père. Les valeurs maximales étaient les parents et le futur avec le souci d'accroissement conditionnait toutes les valeurs morales. L'épargne, la frugalité, l'obéissance servile des enfants et de la femme au chef de famille, l'accumulation d'un capital avant de se marier - ce a qui comme conséquence qu'on se mariait à l'âge mur - le mariage fixé entre les familles pour que les filles se marient le plus tôt possible, presque des enfants, pour qu'elles ne soient pas une charge pour le processus d'accumulation, tout cela caractérisait cette morale. [...]

Entre cette morale officielle et les besoins biologiques, il y avait une dichotomie, une contradiction grave, insoluble dans les cadres stricts de cette morale. Cette morale entraînait donc en contradiction avec les coutumes, elle était hypocrite, puisqu'elle résolvait ou essayait de résoudre ses contradictions par des moyens occultes ou hypocrites. Pour les hommes, c'étaient les maisons closes, pour les jeunes, spécialement de la bourgeoisie, c'étaient les vedettes ou les « mauvaises guides » - comme l'appelaient en plaisantant les français de fin de siècle, parce les candidats les draguaient depuis la scène - ou directement l'amante coûteuse. Pour les pauvres femmes, condamnées à une morale officielle masculine, c'était la tromperie de leur vieux conjoint ou, faute de circonstances qui le permettaient, l'amour romantique, « impossible », adoubi par des vers poétiques qui dissimulaient des aspects plus réalistes. Mais en général, la femme bourgeoise était condamnée sous cette morale à ne pas satisfaire ses

besoins biologiques ou culturels, étant donné que les cartes postales ou les poésies de l'amant de circonstance ne pouvaient pas satisfaire ces besoins pressants. [...]

On ne peut pas expliquer les grandes découvertes de Freud, sans les focaliser comme conséquence de l'observation de ces contradictions graves de la morale prédominante à l'époque. A Vienne, Freud a utilisé la science pour révéler l'hypocrisie de cette morale et son côté occulte, le biologique. Ce siècle est celui de la décadence de la bourgeoisie et avec elle, sa morale tombe en lambeaux, elle entre dans une crise aussi brutale que le régime qui l'a ensemencée.

La famille patriarcale bourgeoise de l'étape ascendante disparaît, se casse, pour donner lieu aux relations anarchiques entre les sexes et les membres de la famille, des relations critiques, où l'élément fondamental est la transformation de chaque individu en profiteur du monde et de l'autre sexe. Cette morale est le reflet du passage de l'accumulation capitaliste désespérée à la tentative de la bourgeoisie de jouir du présent. C'est la putréfaction de l'individualisme bourgeois élevé à son expression extrême, celui des relations personnelles et sexuelles. Les secteurs les plus cultivés, rebelles ou déclassés de la bourgeoisie elle-même font appel, sans pudeur, à un retour à ce qui est biologique ou immédiat, c'est-à-dire à l'abandon de toute morale, de toute perspective pour le futur. La psychanalyse devient la mode des années 20, principalement aux Etats-Unis. Tout ce qui est spontané, y compris les besoins biologiques, trouve une justification et une explication dans la psychanalyse. Tout est bien, tout est permis, le passé et ce qui est biologique. On justifie et on explique tout. Une classe sans futur devrait logiquement tomber dans l'amoralisme, comme toutes les classes qui, au cours de l'histoire, ont perdu toute perspective.

Mais la putréfaction morale de la bourgeoisie devait avancer encore plus. Avec le néo-capitalisme, avec le contrôle des marchés par les grands monopoles qui le caractérise, par la manipulation des consommateurs à travers la publicité, la perte de la morale est déjà totale. Ce n'est même pas un amoralisme, puisque cet amoralisme cède la place à une consommation, un comportement grégaire, des reflets conditionnés, résolus par les grands monopoles. La morale, ou

l'absence de morale, n'a déjà plus rien à voir avec des personnes en chair et en os, mais avec des objets ou des personnes-objets. Jusqu'aux besoins biologiques les plus primaires sont téléguidés, manipulés par ceux qui contrôlent le marché et qui réduisent ainsi la morale à une branche de plus du marché monopoliste. La vie devient ennuyeuse, la morale a disparu. Il ne s'agit déjà plus d'obligations que les hommes s'imposent à eux-mêmes pour défendre une structure sociale, mais de reflets conditionnés, de coutumes, de satisfactions pour ces reflets de besoins biologiques ou sociaux. Nous entrons dans une époque d'absence de morale ou d'une éthique congelée.

A cette morale de la bourgeoisie en décadence s'associe, avec ses traits caractéristiques, l'autre morale, la morale des secteurs déplacés des grandes villes, qui est l'ombre rebelle, dans un certain sens la véritable face, de la morale bourgeoise.

La morale clocharde

Dans les grandes villes s'accumulent des multitudes qui restent relativement en marge du marché capitaliste. Elles ont un attachement bien plus restreint à ce marché et ses fétiches que les autres consommateurs, et leur régime de vie est instable. Ce sont de grandes concentrations de déclassés, de clochards. Beaucoup d'entre eux se transforment en travailleurs, d'autres non; mais l'élément déterminant est donné par cette caractérisation. [...]

Nous n'avons pas besoin de faire beaucoup de recherches, il y a un livre magnifique qui non seulement a étudié une famille de ce conglomérat mais en a tiré quelques conclusions significatives. Il s'agit de *Los hijos de Sánchez* (les enfants de Sanchez) d'Oscar Lewis. L'auteur indique que les conclusions peuvent être appliquées aux grandes villes, et il continue : « *D'autres caractéristiques incluent une forte orientation vers le temps présent, corrélativement peu de capacité de remettre à plus tard ses désirs et de faire des projets pour le futur, un sentiment de résignation et de fatalisme basé sur les réalités de leur vie.* » [...]

Lewis a donné un nom à ce phénomène, un nom propre de la sociologie américaine : « la culture de la pauvreté ». Apparemment cela n'a rien à voir avec les catégories marxistes, c'est une définition par lieu de logement. Mais Lewis, en plus d'être un érudit, est un

observateur extraordinaire, ce qui le conduit à pratiquer du marxisme, et du bon : la culture de la pauvreté, nous dit-il, n'aurait une application que parmi les gens qui se trouvent vraiment au fond de l'échelle socio-économique, les travailleurs les plus pauvres, les paysans les plus pauvres, les cultivateurs des plantations et cette grande masse hétérogène de petits artisans et commerçants qu'on désigne habituellement comme le prolétariat clochard ou « lumpen ».¹⁷ Et pour qu'il n'y ait pas de doute qu'il s'agit de la morale et de la culture des clochards, il tient à préciser qu'il aimerait distinguer clairement entre l'appauvrissement et la « culture de la pauvreté ». Il insiste sur ses conclusions en disant : « *quand les pauvres prennent conscience de leur classe, ils deviennent membres d'organisations syndicales, quand ils adoptent une vision internationaliste du monde, ils ne font déjà plus partie de la culture de la pauvreté, bien qu'ils continuent à être terriblement pauvres* ». Lewis ne sait pas que parmi les affiliés à notre parti, à notre Internationale, il y a des canailles - il faut bien les appeler ainsi puisqu'il ne s'agit pas de militants imberbes - qui sont dans la culture de la pauvreté dans l'acception du terme de Lewis, qui n'ont aucune « capacité de remettre à plus tard leurs désirs ». Mais cette exception n'annule pas la définition correcte de l'auteur, qui ne doit pas nécessairement connaître les processus exceptionnels et dégénératifs.

La rébellion bourgeoise et petite-bourgeoise contre sa morale : l'existentialisme et le spontanéisme

Vu l'objectif spécifique du livre de Lewis, l'auteur ne tire pas toutes les conclusions générales de certaines de ses observations plus importantes. Il entre même en contradiction apparente à propos de quelques unes. Lewis a l'intuition que la culture de la pauvreté, du déclassement, de la dérive clocharde, avec toutes ses valeurs morales, n'est pas réservée seulement au clochard traditionnel, mais que toutes les classes peuvent en faire l'objet. Par exemple, il souligne que « *la culture ou sous-culture de la pauvreté naît d'une diversité de contextes historiques. Il est plus courant qu'elle se développe quand un système*

¹⁷ Le terme allemand « lumpen » (chiffon) a été employé par Marx pour désigner le « Lumpenproletariat », littéralement, le prolétariat vêtu de chiffons. Beaucoup d'auteurs, dont Moreno, l'emploient dans d'autres langues sans traduction. Dans ce texte, nous l'avons traduit systématiquement par « clochard ».

économique social stratifié traverse un processus de désintégration ou de substitution par un autre, comme dans le cas de la transition du féodalisme au capitalisme, ou au cours de la révolution industrielle. » Manifestement, dans ce cas il ne met pas la culture de la pauvreté en relation avec le bas niveau économique social, mais avec une étape de transition, qui provoque un déclassement, bien qu'il ne le dise pas ainsi.

Ceci est confirmé par la contradiction formelle dans laquelle il tombe en décrivant la culture de la pauvreté - la culture clocharde ou lumpen dans notre vocabulaire - comme opposée à celle de la classe moyenne. Mais en passant, il donne la meilleure définition que je connais de l'existentialisme comme courant philosophique-social : *« Peut-être cette réalité du moment (présent) est celle que les auteurs existentialistes de classe moyenne essayent de récupérer si désespérément, mais que la culture de la pauvreté éprouve comme un phénomène naturel et quotidien. »* Le fait est que Lewis ne sait pas que la classe moyenne, comme toute classe, a ses couches et une dynamique. Justement, la classe moyenne, dans certaines de ses couches depuis la Première guerre mondiale, et de plus en plus de façon majoritaire depuis la Seconde Guerre Mondiale, se rend compte qu'elle n'a pas de futur, que la société impérialiste ou néocapitaliste la condamne au présent d'une vie automatisée par les réflexes du marché, la condamne à l'allure irrationnelle de la vie sous le capitalisme, c'est-à-dire la condamne à ne pas avoir de futur et par conséquent à ne pas avoir de morale. Il se produit alors une rébellion à l'intérieur même des cadres bourgeois, contre les valeurs de la bourgeoisie, au nom de ses propres catégories. Le surréalisme aussi bien que l'existentialisme reflètent cette situation sans issue de couches très importantes de la petite bourgeoisie. Mais s'agissant d'intellectuels petits-bourgeois, finalement leur rébellion consiste à élever les principes bourgeois et petit-bourgeois jusqu'à leurs dernières conséquences. La liberté individuelle comme option est une des catégories morales principales de l'existentialisme, c'est-à-dire le principe de faire ce qu'on veut. La satisfaction des besoins les plus primaires, ce qui est immédiat, ce qui est biologique, forment l'autre revendication, la vie, l'existence. L'individualisme est la troisième catégorie. C'est une philosophie et

une morale de la petite-bourgeoisie clocharde, déclassée, sans perspective, qui se refuge dans ce qui est biologique et dans l'individu ou y cherche désespérément une bouée de sauvetage. Sa morale est l'amoralisme, puisque le fait de mettre comme norme suprême la satisfaction et l'option individuelles signifie éliminer l'élément fondamental de toute morale, la relation de nécessité entre le groupe et l'individu qui en fait partie. Cette dernière après-guerre explique l'essor et l'apogée de l'existentialisme, quand l'Europe capitaliste n'était pas encore parvenue à se reprendre et que le stalinisme frustrait la perspective révolutionnaire. Entre les deux feux de la décadence totale de la société capitaliste européenne et l'opportunisme des grands partis de masses, une troisième voie est apparue, celle de l'individualisme le plus extrême, celle de l'existentialisme, celle de la conceptualisation philosophique et morale, celle de la rébellion de cette petite-bourgeoisie face au déclassement.

Mais soyons clairs, la rébellion arrive à *formuler* l'appareil conceptuel des clochards, elle redécouvre la morale clocharde, sans la richesse spontanée de celle-ci, avec le péché original d'être intellectualisée. Les clochards sont individualistes à l'extrême, profiteurs de la vie et de toutes ses impulsions, ils vivent le présent, ils vivent en choisissant « librement » de refuser la nécessité, bien que celle-ci finisse toujours par s'imposer - elle les met en prison ou le bidonville prend feu - ils vivent directement sans programme, ligne express, ils sont ainsi parce qu'ainsi et point-à-la-ligne. Mais les existentialistes font un programme et une philosophie de cet amoralisme et individualisme. Leur misère et leur talon d'Achille est d'élever à une religion ce qui chez les clochards est leur vie. D'autre part, le processus est très profond parce qu'il reflète la dérive clocharde de secteurs de la petite-bourgeoisie, produite par les crises elles-mêmes de la société bourgeoise.

Le spontanisme

La petite bourgeoisie déclassée de la dernière après-guerre a été assimilée par le « miracle européen », c'est-à-dire par le néocapitalisme. Elle a trouvé un futur dans « le mode de vie américain », la voiture, le frigo, les départements et les vacances. L'existentialisme a disparu. Comme le surréalisme de la guerre

précédente, il est resté relégué au grenier des curiosités philosophiques ou morales.

Mais à l'intérieur du néo-capitalisme, la petite-bourgeoisie, les étudiants comme reflet de toute la société, allaient souffrir autant, sinon plus que pendant l'après-guerre, bien que de façon différente. L'aliénation, la prolétarianisation, la vente non seulement de leur force de travail mais de leur personnalité, le manque de perspectives scientifiques et humaines pour les étudiants dans le néo-capitalisme, ont provoqué une nouvelle rébellion, avec des caractéristiques communes à celle de leurs parents et grands-parents, les surréalistes et les existentialistes, mais aussi avec des différences prononcées. C'est le spontanéisme des grandes rébellions estudiantines des années 68.

Disons d'abord qu'il ne s'agit pas de petites couches, d'intellectuels ou d'autres secteurs d'importance numérique réduite, mais de grandes masses estudiantines accompagnées par des secteurs de la jeunesse ouvrière, comme en mai 68 en France. C'est un mouvement beaucoup plus progressiste que les précédents, parce qu'il ne s'agit pas seulement d'une rébellion individuelle qui va jusqu'à attaquer tous les tabous et toutes les valeurs présentes et passés de la société bourgeoise au nom d'une morale de déclassés, mais un mouvement qui tend à être de masses. [...]

Ce passage de l'existentialisme au spontanéisme ne peut être compris que par l'existence du néo-capitalisme. Ce dernier - avec ses grands monopoles qui contrôlent non seulement le marché mais toute la vie contemporaine avec ses agences politiques et syndicales, les grands partis et les syndicats qui contrôlent le mouvement de masses, au service de l'Etat et les grands monopoles, même s'ils s'appellent communistes, dont la fonction est de châtrer tout mouvement ou action des masses - a provoqué une réaction compréhensible dans la jeunesse, le rejet de tout intermédiaire dans la jeunesse, le rejet de tout intermédiaire organisateur du mouvement de masses (« *quelle fassent spontanément ce qu'elles veulent* »), l'action pour l'action elle-même. Cette jeunesse ne s'est pas encore élevée à la compréhension que ce qu'il faut mettre en question sont les organisations et les intermédiaires du mouvement de masses, qu'on a besoin de partis, de syndicats, de soviets, de guérillas révolutionnaires qui disputent ce rôle

d'intermédiaire aux organisations enkystées, aux monopoles. C'est pitoyable, mais c'est un fait compréhensible. Le spontanéisme est le rejet de ces organisations traîtres, sans avoir encore trouvé le chemin. Comme tel, il est très progressiste. Il met en question les organisations opportunistes et revendique les actions du mouvement de masses.

Sur le plan moral, ce spontanéisme n'est pas tellement progressiste. Au contraire, il retombe dans l'existentialisme, pour une raison simple. Contrairement à la politique, qui coordonne et donne des objectifs aux actions du mouvement de masses, la morale règle les relations de l'individu avec son groupe. Il s'agit toujours de normes à être appliquées par des individus. Voilà pourquoi, sur le plan moral, le spontanéisme, l'action pour l'action elle-même, nous conduit vers l'amoralisme, vers la morale de l'individualisme, des options, du « *fais ce qu'il te plait* », de l'absence de normes. Cette absence de normes en politique, à l'heure actuelle de prédominance suffocante des grands appareils bureaucratiques, est positive. Mais il n'en est pas ainsi sur le plan moral, ou du moins, ce n'est pas supérieur aux aspects progressistes de la revendication de ce qui est immédiat, contre les tabous et les normes de la bourgeoisie, déjà présente dans les morales précédentes surréaliste et existentialiste. C'est une réaction à l'intérieur de la bourgeoisie. Elle ne dépasse donc pas les cadres d'une rébellion à l'intérieur des structures bourgeoises elles-mêmes. [...]

La morale de la guérilla

Contre toutes ces morales et politiques de la décomposition, du changement, de la transformation, du vide, du manque de politique et de morale, s'est dressée dans cette après-guerre la morale et la conscience du devoir de la guérilla. Elle doit nous faire méditer beaucoup parce qu'elle est tellement objective, c'est-à-dire, son existence est palpable et peut être racontée, comme tout ce que nous avons rapporté.

Bien que les spontanéistes revendiquent et défendent les mouvements de guérilla, ils sont à des années lumière, aux antipodes, du programme et de la morale de la guérilla, même si de profondes raisons de classe font qu'ils ont un point en commun : leur caractère non-prolétarien.

La guérilla n'est pas une lutte sporadique. Bien au contraire, c'est une longue guerre qui exige une discipline et une organisation de fer. C'est la négation du spontanéisme, l'expression maximale de ce qui est organisé, de ce qui est anti-spontané. C'est une guerre avec des milliers de combats, qui a donc une morale adéquate à ces besoins. Sa morale est aussi sévère que son organisation, et aussi sacrifiée que sa lutte. Tout ce qui est immédiat, comme le sexuel, l'alimentation, tous les besoins culturels immédiats et médiats sont sacrifiés aux besoins de la lutte armée, le facteur décisif qui contraint ou médiatise tout, y compris la morale.

Le canaille de circonstance qui proclamerait le spontanéisme moral, celui qui dirait ou ferait les monstruosité qu'on m'a écrit, dans la guérilla il serait fusillé. Tous les désirs et besoins sont subordonnés aux besoins de la lutte de guérilla, et même retardés en fonction de celle-ci.

Le guérillero peut passer des années sans avoir de relations sexuelles, tracassé dans la montagne par les forces ennemies, et quand il rencontre des paysannes, il est interdit d'avoir des relations avec elles. Il peut être mort de faim mais devra supporter ces besoins physiologiques de tout ordre, avant de piller ou de voler quelque chose au paysan. Si son camarade tombe blessé dans l'embuscade ennemie, il devra rester à côté de lui aussi longtemps qu'il est vivant pour le traîner hors de l'embuscade, au risque de sa propre vie. La vie du camarade vaut beaucoup plus que sa propre vie, parce que lui est sain et peut se sauver alors que le camarade est blessé. Toutefois, la morale de la guérilla exige qu'aucun guérillero ne tombe vivant entre les mains de l'ennemi, pour lui éviter les tortures.

Cette morale de la guérilla a élevé à l'extrême la liquidation ou la castration de l'immédiat et du culturel au bénéfice du futur, de la lutte, de la guérilla. Grâce à ce sens du devoir comme un de ses principaux éléments, elle a pu triompher. Elle a nié tous les besoins humains pour imposer la nécessité maximale, celle de la révolution et de la guerre civile contre les exploités.

Il y a des éléments ou parfois une ligne sectaire dans cette morale de la guérilla, il y a des réminiscences du puritanisme. Ce n'est pas un hasard, puisque la morale de guérilla synthétise, en les dépassant,

beaucoup d'éléments des morales précédentes progressistes, révolutionnaires, depuis l'ancien christianisme jusqu'au puritanisme : la négation de l'immédiat et des autres besoins humains en faveur de ce qui est principal.

De cette morale nous pouvons dire la même chose que ce que nous avons dit de son représentant maximal, le Che Guevara : elle peut avoir des erreurs, elle a des erreurs, ce n'est pas la solution équilibrée, totale, médiatisée du problème, mais c'est essentiellement l'expression objective maximale de la morale révolutionnaire dans cet après-guerre. C'est la seule coexistante avec la nôtre, qui n'a pas encore un poids objectif de taille. Finalement, après les comportements habituels de canailles dans un secteur du parti, après le manque de morale de tous les courants bourgeois, petit-bourgeois et clochards que nous avons étudiés, nous sommes arrivés à un poste sûr, à une morale révolutionnaire, comme ce que préconisait Trotsky, où toutes les actions sont soumises au triomphe de la révolution. Notre morale est la négation de toutes les autres, bien qu'elle puisse avoir des points communs avec certaines d'entre elles à certains moments, mais elle est la consœur de la morale de guérilla. Nous touchons au but, nous entrons sur le chemin de la révolution, de sa politique, sa mystique, sa théorie et sa morale. Nous sortons déjà des catacombes, voilà ce qui est important. On respire l'air frais !

Comment envisageons-nous le problème de la morale ?

Nous avons terminé la première partie de notre travail en rendant hommage à la morale de guérilla. Quand nous avons critiqué les autres morales, nous avons indiqué, en passant, que sur quelques points et à certains moments nous pouvons coïncider avec la morale spontanéiste, sans cesser de la critiquer. Il s'agit de voir avec quel raisonnement et avec quelles méthodes nous envisageons notre analyse du problème de la morale qui explique ces contradictions formelles.

La clé de toute notre analyse et les solutions que nous préconiserons sont basées sur le fait que, pour nous, la morale est relative et s'adapte à certaines relations objectives entre les personnes. De ces relations, nous croyons qu'il y en a une qui est privilégiée : la relation comme militants du parti. Mais le fait qu'elle soit privilégiée ne veut pas dire qu'elle est unique, qu'elle est la seule relation en tant que personne,

membre d'une classe, travailleur ou étudiant d'une telle usine ou d'une telle faculté, fiancé ou conjoint d'une telle femme, affilié d'un tel club et membre d'une telle famille, affilié à un tel syndicat, activiste d'une grève. Nous établissons une multitude de relations et nous faisons partie de toute une série de structures sociales. Concrètement, le militant n'est pas seulement militant, *homo politicus*, mais une personne d'une telle société et placé dans de tels secteurs. Ceci crée une situation contradictoire, puisqu'il y a autant de morales qu'il y a de structures sociales, comme nous l'avons vu précédemment. C'est la contradiction principale que nous subissons dans cet aspect de notre vie et de notre conduite, la pression de différentes morales sur chacun de nous.

A la solution pluraliste du problème, celle de céder à la morale de chacun de ces secteurs, nous répondons avec une solution unitaire de ces contradictions et pressions. Toutes ces morales doivent être médiatisées par la morale et notre condition de militants, étudiants-militants, travailleurs-militants, etc. Nous combinons toutes nos différentes situations avec leurs pressions morales et d'autres pressions, et nous essayons d'obtenir une synthèse, dans ce cas morale, avec notre condition de militants.

Notre intervention dans la vie de la société a trois niveaux, ou peut-être quatre. Un niveau est formé par les structures objectives, externes au parti, que ce soit notre cercle, la classe, le secteur, le voisinage, le syndicat, la tendance syndicale ou artistique à laquelle nous appartenons. L'autre niveau, le privilégié, est notre appartenance à la structure de parti. Le dernier niveau est formé par les relations intimes avec nos amis, nos camarades, notre famille, etc., y compris les relations avec nous-mêmes, comme individus biologiques et culturellement conditionnés. Dans chacun de ces niveaux et de ces secteurs, il faut établir une solution dialectique du problème, comme celle que nous avons trouvée pour la personne militante. C'est d'ailleurs la même question, vue sous un autre angle.

Entre tous ces niveaux, qui vont du plus objectif au plus intime et subjectif, il y a une relation dialectique. Tout est médiatisé par le niveau du parti, base, principe et fin de toute de notre conduite, y compris la morale, dans tous les niveaux. Dans la classe, comme dans

le syndicat ou dans le voisinage, nous agissons comme militants du parti et nous veillerons à ce que notre activité, y compris notre attitude morale, aide au développement du parti et à la révolution. La même chose sur le terrain plus subjectif, personnel, de nos relations intimes. Le grand médiateur de notre morale, à ses différents niveaux, est le parti. Ceci ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de tensions, des contradictions parfois aiguës. Justement, quand nous disons médiateur, nous voulons dire qu'il y a une relation dialectique, c'est-à-dire contradictoire entre les différents niveaux, qui doivent être synthétisés par la morale et la conduite comme militant du parti.

Notre morale face la classe ouvrière, aux autres classes exploitées et aux luttes du mouvement de masses

Les classes exploitées, dont notre classe ouvrière, ont des morales différentes selon leur niveau de conscience et d'organisation. Il y a une grande différence entre la morale d'un syndicat qui vient d'obtenir beaucoup de triomphes à travers de grandes luttes, et celle d'un autre syndicat qui a supporté défaite après défaite. C'est la même chose par rapport aux paysans, d'une région à une autre.

Les différences morales, comme les différences sur le plan idéologique, politique et de l'organisation, entre la pratique de la guérilla et le spontanéisme, obéissent à ces raisons objectives, aux différents niveaux de leur lutte et de leur conscience. Alors que le spontanéisme reflète la première grande vague de la montée du mouvement de masses en Europe occidentale, après presque deux décennies de stagnation et de recul, la guérilla reflète une situation pré-révolutionnaire, une conscience et une organisation qui avancent vers la guerre civile, l'expression maximale de la lutte de classes. Le spontanéisme est le reflet des premières étapes de la lutte seulement. De là ses différences profondes avec nous, ainsi que la proximité entre la pratique de la guérilla et la nôtre, sur le plan de la morale comme sur d'autres niveaux, sans arriver à être la même chose. Cette proximité a son origine dans notre accord concernant la continuité et l'organisation de l'action révolutionnaire, des méthodes de guerre civile. Au-delà de cet accord, nos différences se manifestent sur tous les terrains.

La morale de notre classe ouvrière, par exemple, est très différente, aussi bien de celle de la guérilla que du spontanéisme. Le niveau de conscience et d'organisation de notre classe ouvrière a été essentiellement syndicale, et l'est encore maintenant dans une grande mesure. Elle a développé une morale adéquate à sa conduite de plusieurs décennies de haut degré de discipline syndicale, de soutien de ses organisations syndicales et de sacrifice pour elles, ainsi que toutes les autres caractéristiques de la morale syndicaliste. Elle a très peu de la pratique de la guérilla et du spontanéisme, bien que maintenant quelques secteurs juvéniles, liés à l'avant-garde du mouvement étudiant, commencent à avoir une autre conduite et donc une autre morale, qui s'approche objectivement de certaines caractéristiques du spontanéisme et de la guérilla et qui peut être un bouillon de culture pour la déviation vers la guérilla urbaine.

Comme militants et comme partis nationaux d'un parti mondial, nous ne pouvons pas être absent de ces mouvements, au niveau qu'elles ont, en observant leur morale. Mais notre activité politique et morale a un objectif, celui de montrer que la nôtre est supérieure, celui d'essayer d'élever ces mouvements, non seulement politiquement, mais aussi moralement. Cela exige que nous soyons les meilleurs, y compris au niveau de leur morale. C'est ce que déjà Trotsky a dit dans une formule célèbre : nous devons être le meilleur soldat, le meilleur travailleur, le meilleur activiste syndical. Dans la simplicité de cette formule est synthétisé tout ce que nous venons de dire. Nous sommes les meilleurs en ce qui concerne la morale de la classe exploitée à tous les niveaux, depuis les plus faibles jusqu'aux plus hauts. Dans les usines, le fainéant n'est pas bien vu, il va contre la morale des secteurs ouvriers les plus responsables, les meilleurs. Trotsky a tiré une conclusion morale logique, que devons être les meilleurs travailleurs, ceux qui travaillent le plus, pour être ceux qui représentent mieux la morale des travailleurs. Si à un moment déterminé de la lutte de classes un secteur important du mouvement considère qu'il ne faut plus rien produire pour le patron, nous changerons à fond notre morale et nous cesserons d'être le meilleur travailleur pour nous transformer dans le pire, du point de vue de la productivité. La forme de notre morale aura changé, mais non pas son contenu et ses objectifs,

puisque nous sommes encore les meilleurs représentants de la morale de la classe ouvrière ou des exploités à leur niveau. Toutefois, si notre morale en restait là, ce serait un suivisme moral. Notre objectif moral est d'établir un pont depuis cette conduite morale commune, vers notre morale. Chaque militant du parti a non seulement cette morale. Il la combine avec la morale de parti et il va donc, à chaque instant, essayer de dépasser surtout cette morale syndicale ou de base ouvrière, vers une morale supérieure, de classe et internationaliste. [...]

Notre morale face au parti

Nous arrivons ainsi de la morale que nous avons dans notre vie extérieure objective, à la morale de parti. Celle-ci représente le niveau décisif, étant donné que, comme nous l'avons dit précédemment, la morale et la politique du parti sont la médiation de toutes nos actions. Toute notre morale, tant objective que subjective, est conditionnée par notre condition de militant du parti.

L'obligation morale numéro un est de fortifier le parti, d'y répondre jusqu'avec sa vie, de considérer la vie du parti et le développement de l'organisation comme le devoir moral le plus sacré, pour ainsi dire. Tous les sacrifices sont peu, quand il s'agit de vivre pour et dans le parti.

Cette affirmation a son reflet dans nos relations morales avec les camarades du parti. Avec un camarade du parti, on établit une relation morale de type unique, nouvelle, non connue par aucune des morales traditionnelles qui ont connu leur apogée dans les sectes religieuses révolutionnaires ou dans les relations familiales de la bourgeoisie dans l'époque ascendante. Le principe est qu'il n'y a rien de supérieur comme individu qu'un camarade du parti.

C'est le principe supérieur de notre morale à ce niveau des relations personnelles à l'intérieur du parti. Nous devons donc au camarade la franchise, la sincérité la plus absolue, sauf pour des raisons de sécurité du parti lui-même. Mais il y a beaucoup plus que cela. Le camarade du parti mérite tous les soins et considérations. Ils n'y a pas, ni ne peut y avoir de sacrifice en faveur du camarade que nous ne faisons pas. Nous sommes, nous devons être beaucoup plus que sa famille, ses frères, ses enfants ou ses parents dans l'étape ascendante de la morale familiale. Pour le camarade du parti, on risque sa vie, on fait n'importe

quel sacrifice. Le principe moral est que la vie, la morale, la conscience et même le corps physique du camarade du parti valent beaucoup plus que soi-même. C'est une relation abstraite et concrète de type personnel unique, justement ce qui la rend supérieure à tout ce qui est connu jusqu'à présent. Dans la plupart des cas, les camarades du parti ne se connaissent pas, mais les obligations morales ne sont pas pour autant moins péremptoires. Ce sont des camarades, point-à-la-ligne. Tout ce que nous venons de dire précédemment sur nos principes reste valable. Un camarade bolivien poursuivi par la répression arrive à notre parti et chacun de nous se risquera sa vie, si nécessaire, pour le protéger, même s'il n'a jamais entendu parler de lui. Au niveau interpersonnel, ce devoir moral est l'autre face du devoir moral principal au niveau de tout le parti, le devoir de le fortifier, de le développer. On n'y arrive pas uniquement avec une bonne ligne politique, mais de manière concrète, en élevant et en fortifiant, en sauvegardant et en enrichissant la morale, le physique, la personnalité, le niveau des camarades du parti. Notre obligation morale est de faire tous les sacrifices pour y arriver.

C'est la base de notre accord de principe avec la morale de la guérilla, ce haut niveau de la lutte de classes en ce qui concerne le camarade de lutte. Nous avons à ce sujet le même jugement qu'eux, avec la différence qu'ils l'appliquent de manière spécifique, en relation fondamentale à leur vie et à leur corps, vu le caractère unilatéral de leur lutte, tandis que nous le développons par rapport à tous les aspects de la personnalité des camarades. [...]

Individu et parti

Tout cela ne veut pas dire qu'au nom de notre morale nous niions les besoins biologiques ou culturels. Les camarades du parti, jeunes et vieux, ont le droit moral et individuel d'envisager les solutions à ces problèmes comme ils veulent, en faisant de multiples expériences, en se trompant, etc., etc. Mais toutes ces expériences doivent être médiatisées par la condition de militant et par les tendances méthodologiques et morales que nous avons indiqué, d'avoir une orientation et de veiller toujours à l'autre partie plus qu'à soi-même, de considérer toujours la tendance à l'amour et au couple, s'il s'agit du plan sexuel, comme tendant vers l'amitié ou les nécessités du parti. Il

en est ainsi avec la façon de s'habiller. Nous sommes pour l'élégance et pour que nos camarades fassent toutes les expériences quant à la façon de s'habiller, y compris quelque chose éloigné d'elles comme le maquillage qu'elles veulent, mais qu'elles prennent en considération la situation, et que cette tendance à l'expérimentation, en dernier ressort vers la beauté, n'aille pas contre les nécessités du parti, comme serait le fait de dépenser tout l'argent en vêtements ou maquillage. Il s'agit de tendances contradictoires, toutes licites mais qui doivent être synthétisées de façon concrète dans chaque cas, à partir des tendances les plus nobles et nécessaires, dont une est décisive, le caractère de militant du parti.

Notre morale n'est pas la morale des clochards, de l'immédiat, mais celle des médiations infinies, avec une principale, celle d'être militant.

Concrètement, entre le développement et l'expérimentation individuelle sur tous les terrains, et le parti, il s'établit aussi une relation. Le parti est à fond pour cette grande conquête de l'humanité qu'est la personnalité et l'individualisme que chaque personne se met à structurer en développant sa personnalité. Mais cette tendance progressive ne peut pas, ne doit pas agir dans le vide, comme tendance déterminante. Il est inconcevable que quelqu'un qui fait face à une grève, décide que sa plus grande nécessité, pour son développement culturel, est d'apprendre des langues, principalement l'anglais (à mon avis une nécessité politique impérative pour presque tous les cadres du parti). S'il abandonne la direction de la grève pour cette raison, ce serait un crime politique et moral. Le fait est qu'ici aussi, il y a une médiation dans le développement individuel, qui n'est pas abstrait mais médiatisé par le développement et les nécessités du parti et de la lutte de classes.

Le parti à son tour, dans le cadre de ses nécessités, doit tendre à ce que chaque camarade obtienne le plus grand développement individuel possible, qui reflète les nécessités du parti lui-même d'une part, et les possibilités du camarade d'autre part. Comme nous disait la compagne de Cannon : le parti nous donne toujours beaucoup plus qu'on lui donne. Dans les marges de cette relation, il y a un ample domaine pour le développement individuel fructueux, pour se tromper, pour faire des expériences, sans nuire à la marche du parti et au

progrès des camarades qui sont proches de nous, parce qu'ils sont nos camarades, amis, amants, compagnes et enfants.

Une morale pour la liberté et la jouissance ou au service de la nécessité de la révolution

Il y a des camarades dans le mouvement révolutionnaire qui soutiennent ou pratiquent la morale de la liberté et la jouissance. Aussi longtemps que c'est un bon militant, tout ce qu'il fait pour se permettre de jouir de la vie, spécialement des femmes ou des hommes, est correct. Ou au moins, il a le droit d'opter, d'essayer, d'être libre, complètement libre sur ce terrain. C'est la morale existentialiste si bien définie par ses idéologues.

Notre morale n'est pas, ne peut pas être une morale socialiste, même si elle en a quelques éléments (la solidarité et l'amour pour le camarade, supérieurs à ce que nous devons avoir pour nous-mêmes). En d'autres mots, elle n'est pas une morale pour jouir rationnellement et de façon médiatisée par toute la société (le parti dans ce cas) de toutes les possibilités artistiques, instinctives, corporelles ou intellectuelles que nous offrent abstraitement la société et la nature, y compris notre propre nature sous cet aspect. **Notre morale est une morale pour une lutte implacable afin de mettre en échec un ennemi non moins implacable, les exploiters et l'impérialisme.**

Le spontanéisme moral, c'est la tentative de la part de secteurs juvéniles de jouir comme individu de la société néo-capitaliste, c'est-à-dire, de la société de consommation, sans s'adapter aux fétiches et aux reflets conditionnés de cette même société.

Nous pensons justement le contraire, que notre morale n'est pas celle du choix, comme chez les existentialistes, ni celle de la jouissance, comme chez les spontanéistes, mais celle de la nécessité de la révolution.

Cette histoire de nécessité n'est pas une catégorie philosophique mais bien une réalité. Notre morale doit nous préparer pour supporter les tortures, les privations biologiques et culturelles, les terribles pressions auxquelles l'implacable ennemi de classe, auquel nous faisons face, nous soumet et continuera à nous soumettre. [...]

Tout cela ne signifie toutefois pas que nous pratiquons la nécessité par principe. Nous vivons dans la société de consommation dans

beaucoup de pays, sans situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire. On peut alors établir entre la jouissance ou la consommation relative et notre militantisme de nécessité une médiation, un équilibre. Il ne serait pas logique que nos camarades ne prennent pas de vacances, par exemple, parce qu'il y a des guérillas au Vietnam ou au Venezuela. Nous dissoudrions une situation concrète, celle de nos camarades, dans l'actuelle étape de la lutte de classes de notre pays, dans une loi générale abstraite que nous avons une morale de nécessité. [...]

Une morale de dépotoir ou une puissante morale de parti ?

Toutes ces considérations paraissent très générales et bien connues. Ce n'est pas le cas toutefois. De nos jours il y a des secteurs du parti, y compris au niveau de la direction, qui opposent leur morale de dépotoir à la morale de parti, à la morale révolutionnaire. La jouissance spontanée de la propre individualité, de son développement, leurs expériences de faire ce qui leur plaît, de ne pas être schématiques, de foncer à toute allure, tout cela est beaucoup plus important que de veiller sur la morale des camarades du parti, en commençant par ce qui devrait mériter les plus grandes considérations, les prisonniers et les blessés. La gravité de ce cas est que ce n'est pas une position théorique, mais tout un programme moral, dont on fait une grande campagne et toute la pratique possible. [...]

Notre parti s'est construit une morale opposée. Dans le sacrifice face aux tortures policières, nos camarades ont été en première ligne, l'exemple dans toute l'Amérique latine et non seulement dans nos pays, et il y a de multiples anecdotes à ce sujet. Il y a des symptômes importants, pour le moment encore très faibles, que cette morale a commencé à changer justement quand nous en avons besoin. Il y a déjà des exemples, très peu, que nous ne sommes plus des paradigmes de conduite morale face à la police. C'est l'autre face de cette morale de dépotoir. Ce que nous avons développé dans ce travail, c'est la face interne, orientée vers l'intérieur du parti. L'autre face, c'est la morale pour faire face à la répression, qui commence seulement à se manifester étant donné le peu de persécution.

Car la question de fond est de savoir si certains camarades se sont rendus compte qu'en entrant au parti, ils sont entrés dans une confrérie de poursuivis, de parias de la société, qui sont contre toutes les valeurs et le manque de valeurs et pour d'autres valeurs que nous considérons beaucoup plus solides, dynamiques, riches, stables et en développement. Il s'agit de se demander s'ils savent que les attend la mort, la mutilation, la persécution, la torture, et qu'ils sont entourés par des camarades qui attendent tranquillement toutes ces perspectives, par leur conception révolutionnaire. Il s'agit de savoir qu'il y a peu de temps pour la jouissance, que celle-ci doit être obtenue comme dans une citadelle assiégée par un ennemi implacable. Ceci nous impose d'être extrêmement vigilant, étant donné que tout doit être sacrifié pour maintenir haut la morale de notre confrérie, assiégée, affamée, poursuivie. Il s'agit de savoir s'ils se sont rendus compte que nous voulons des relations interpersonnelles entre des personnes qui sont conscientes de cette guerre et de cette situation. Sinon, ils deviennent extrêmement dangereux parce qu'ils peuvent être un obstacle pour le développement de cette lutte implacable, qui ne donne pas d'avantages. Il s'agit de savoir s'ils sont conscients que nous n'avons rien à voir avec la morale des porcs, des brebis et des bovins, que notre morale est une morale limpide, révolutionnaire, qui exige tout du militant, parfois, dans des cas extrêmes, jusqu'à la frustration de ses besoins biologiques, et toujours avec la considération maximale du camarade, du frère de lutte. **Il s'agit, en fin de compte, de savoir s'ils se sont rendu compte que nous avons une morale révolutionnaire.**

Table des matières

Amérique latine.....	4
<i>Recolonisation et révolution.....</i>	<i>4</i>
<i>La résistance en Équateur et la nécessité de la révolution ouvrière et populaire</i>	<i>16</i>
<i>Argentine : Pourquoi les Mères de la Plaza de Mayo soutiennent-elles Kirchner ?</i>	<i>26</i>
La Morale révolutionnaire.....	34
<i>De la morale révolutionnaire au « tout est permis »</i>	<i>34</i>
<i>Leur morale et la nôtre</i>	<i>45</i>
<i>Morale bolchevique ou morale spontanéiste</i>	<i>61</i>